

RECHERCHES ET PRATIQUES

pour le Groupe addap13

N°1 - Mars 2018

Véronique Le Goaziou

LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE À L'ÉPREUVE DE LA RADICALISATION ET DU FAIT RELIGIEUX

Rapport d'étude pour le Groupe ADDAP13



Groupe addap13
Coopération et territoire



SOMMAIRE

INTRODUCTION

La radicalisation sur les territoires : le mot et la chose P.7

Islamisation et montée du fait religieux P.9

De la délinquance à la djellaba P.9

Enseignement religieux et lieux de prière P.9

Le halo religieux P.10

La prégnance du référent islamique P.10

Un séparatisme prononcé P.11

Un voile, des voiles P.12

Femmes et filles dans les quartiers P.13

La polarisation des genres P.14

L'islam : de l'indifférence à la menace P.15

L'utilité sociale de l'islam P.15

Du culturel au religieux P.17

La question des identités P.18

Un islam (seulement) plus visible... ? P.19

... ou un islam plus prégnant ? P.19

De quoi la progression de l'islam serait-elle le nom ? P.21

L'impéritie des politiques P.22

L'échec de l'intégration P.23

Faire communauté P.24

Mimétisme et révolte adolescentes P.24

Foi, autonomie et liberté P.26

Débats internes sur la laïcité P.26

Agir avec le fait religieux en prévention spécialisée P.27

Où sont les jeunes ? P.28

Les aider ou les aimer ? P.29

L'insertion... ou le débat sur les fins P.30

Le tiers et le collectif P.31

Contredire et accompagner P.32

Prévenir la radicalisation P.33

CONCLUSION



INTRODUCTION

En 2015 et 2016, suite aux assassinats et aux attentats terroristes que notre pays a connus, la radicalisation est devenue une cause sociopolitique majeure et une priorité nationale dans notre pays. A l'instar de ses partenaires européens, la France a dès lors conçu divers plans de traitement de la radicalisation qui impliquent l'ensemble des pouvoirs publics et les grandes institutions du pays et qui se déclinent depuis les sommets de l'Etat jusqu'aux partenaires locaux. Quoique la plupart de ces plans ont une forme et une visée sécuritaires – empêcher le passage à l'acte violent par des moyens situationnels, dissuasifs ou répressifs – et sont pilotés par les autorités judiciaires et les services policiers, il fut également prévu d'y introduire des volets davantage axés sur la prévention du processus de radicalisation et l'accompagnement des personnes radicalisées ou en voie de radicalisation (en particulier les mineurs) ainsi que leurs familles. C'est pourquoi et de façon variable suivant les territoires, des professionnels ont pu être mobilisés à cette fin et notamment des professionnels du champ socio-éducatif.

De leur côté ces mêmes professionnels ont été touchés par la problématique de la radicalisation. Ainsi ceux qui œuvrent dans le champ de la protection de l'enfance et ont comme mission d'aider et d'accompagner des jeunes en difficulté, ont vite réalisé que leurs publics n'étaient pas foncièrement différents de ceux-là mêmes qui ont commis ces assassinats ou ces attentats. Dans tous les cas et pour le moins, les professionnels de l'action socio-éducative ne sont pas demeurés indifférents face à la problématique de la radicalisation et à toutes celles qui ont dominé le débat public – le fait religieux, l'islam, le communautarisme, la laïcité, etc. – et qui ont fomenté de très vives émotions chez nos concitoyens, dans la mesure où elle plaçait (une nouvelle fois) la jeunesse et plus spécifiquement une jeunesse dangereuse au centre de tous les regards.

Parmi ces acteurs figure la prévention spécialisée, mandatée pour intervenir auprès de jeunes présentant ou pouvant présenter des signes d'inadaptation ou de marginalisation sociale et qui agit dans les territoires de vie et de socialisation de ses publics. Dans les Bouches-du-Rhône, l'Association départementale pour le développement des actions de prévention 13 (Groupe ADDAP13) est l'unique opérateur de prévention spécialisée du département et conduit depuis plusieurs décennies des actions en faveur de la jeunesse en difficulté. Si l'intervention de prévention spécialisée demeure l'un des cœurs de métier du Groupe associatif récemment constitué – et son espace doctrinal originel – l'association avait développé depuis une quinzaine d'années un champ pluriel d'actions – insertion par l'activité économique, médiation sociale, lutte contre la grande exclusion – auprès de publics variés – les habitants des territoires en difficulté, mais aussi et par exemple la population *Rom'* ou les mineurs non accompagnés. En outre, la constitution en groupement associatif est issue d'une volonté de rapprochement d'une très ancienne association d'éducation populaire, le Centre de culture ouvrière. Dans la suite du document, la mention « ADDAP13 » désignera majoritairement la prévention spécialisée et quelquefois des personnels de médiation sociale travaillant à ses côtés dans les territoires.

Les équipes éducatives de l'ADDAP13, présentes dans plusieurs dizaines de villes, quartiers ou sites des Bouches-du-Rhône, réalisent de nombreux diagnostics sur les territoires où elles travaillent et relèvent maints éléments de la vie de leurs publics, si bien qu'elles constituent un observatoire pertinent de la jeunesse en difficulté résidant sur le département. Et cela place l'association – à l'instar d'autres opérateurs en résonance avec leur territoire – aux premières loges de l'émergence de nouveaux comportements ou de nouvelles problématiques sociales.

C'est dans ce contexte que la direction générale de l'ADDAP13 a souhaité conduire une étude sur les problématiques de la radicalisation et de la montée du fait religieux et leurs enjeux pour la prévention spécialisée, mission qu'elle a confiée à Véronique le Goaziou¹. L'objectif de cette mission consistait à examiner : a) comment les équipes éducatives perçoivent les problématiques de la radicalisation et de la montée du fait religieux sur leurs territoires; b) quelles pratiques elles préconisent ou mettent en œuvre pour y répondre ; c) sous quelle forme ces problématiques peuvent à l'avenir être comprises et traitées par les services de l'ADDAP13.

Deux points doivent être précisés. D'abord, le travail demandé n'était pas d'étudier la radicalisation ou le fait religieux sur les territoires d'intervention de l'ADDAP13 directement, mais de comprendre et d'analyser comment les équipes en place perçoivent ces problématiques et ce qu'elles pensent opportun de mettre en œuvre pour s'en saisir. Dès lors la sociologue missionnée n'a pas rencontré les publics vivant dans les territoires où l'ADDAP13 est présente, pas plus que les partenaires qui travaillent sur ces territoires, pour se centrer sur des professionnels de l'association : des dirigeants et des cadres, des éducateurs ou des éducatrices de prévention spécialisée et quelques médiateurs ou médiatrices. Ensuite, les perceptions des équipes ont été recueillies durant une période de quelques mois et leur exposé doit dès lors être compris comme une photographie de problématiques, qui peuvent avoir évolué depuis au regard de divers changements ou évolutions. C'est pourquoi certains des points abordés dans ce document peuvent aujourd'hui ne plus être d'actualité ou présenter une pertinence moindre qu'à l'époque où la mission a été conduite.

La méthode a consisté en une série d'entretiens individuels ou collectifs avec des professionnels de l'ADDAP13 – dont la liste figure dans l'annexe 2 située à la fin du document – et l'approche était de n'avoir aucune idée a priori sur les thématiques proposées à la discussion : la radicalisation, le fait religieux, le communautarisme, etc. Ce, afin de ne pas aborder nos interlocuteurs dans une position de savoir ou d'expertise, mais au contraire de pouvoir recueillir et analyser leurs perceptions de ces problématiques ainsi que les pratiques préconisées ou mises en œuvre pour les traiter. Ce faisant, *la radicalisation* ou *le fait religieux* ne pouvaient être des objets déterminés et connus mais au contraire des objets de questionnement que ces professionnels ont pu construire et déconstruire à souhait. Ce sont ces *jeux d'élaboration* ainsi que les défis qu'ils recouvrent pour des acteurs de l'action éducative qui constituent le matériau principal de ce travail. Les entretiens ont été complétés par la lecture d'un nombre raisonné d'écrits sur la radicalisation, le fait religieux et les thèmes qui leur sont liés, dont la liste figure dans la bibliographie située en annexe 1 du document.

1 - Sociologue, chercheuse associée au Lames (CNRS, Aix-en-Provence).

Cette mission a débuté en mars 2016 et elle a duré environ 15 mois, incluant des premières restitutions écrites discutées en interne avec des cadres de l'association. Ce document est le fruit à la fois du travail réalisé et des échanges qui ont eu lieu lors de ces premiers rendus. Il intéresse bien sûr directement les équipes de l'ADDAP13 et plus largement tous les professionnels de la prévention spécialisée, mais il peut aussi fournir matière à réflexion à tous les acteurs du champ socio-éducatif confrontés à la radicalisation ou au fait religieux ou à ceux qui souhaitent se pencher sur ces problématiques à l'avenir.



LA RADICALISATION SUR LES TERRITOIRES : LE MOT ET LA CHOSE

Quasi inexistant dans le débat public avant les années 2000, le terme de radicalisation a connu en France un usage croissant à partir de 2014 et un usage démultiplié en 2015 et 2016, en rapport avec les assassinats ou les attentats terroristes revendiqués ou salués par des groupes islamistes et avec les politiques publiques mises en œuvre pour prévenir ou combattre ces agissements. Ce terme s'est dès lors trouvé chargé des très vives émotions et du très fort rejet qu'inspirent les phénomènes qu'il désigne, si bien qu'il est devenu un terme disqualifiant qu'il est impossible d'employer aujourd'hui de façon seulement indicative.

Les professionnels de la prévention spécialisée sont rompus à l'usage symbolique et politique du langage. Ils connaissent le poids des mots et n'ont guère l'habitude d'utiliser les locutions communes relatives à leurs territoires, à leurs publics ou à leurs métiers sans les avoir préalablement déconstruites, quitte à les modifier ou à s'en passer. Le terme de radicalisation leur pose problème pour trois raisons.

D'abord il fait obstacle à la réflexion, à la fois par sa charge émotionnelle et par sa captation du réel, comme si aujourd'hui il suffisait de prononcer le mot pour savoir ce qu'il désigne et en avoir horreur tout de suite. A l'instar d'autres « *termes-rejet* », le mot remplace la chose et rend inutile toute investigation sur les phénomènes qu'il vient masquer et toute analyse sur le sens qu'ils peuvent recouvrir. La seconde raison est que ce vocable crée des affrontements, sinon des séparations – à

l'intérieur des sociétés, dans les débats collectifs, dans les familles et entre les gens – alors que l'on évolue plutôt dans des zones grises selon les professionnels de prévention qui agissent le plus souvent dans une logique coopérative. Enfin, le terme cible trop les populations musulmanes (et par extension les habitants de certains quartiers) insidieusement considérées comme potentiellement dangereuses, lors même que le phénomène ne toucherait qu'une infime part des adeptes de cette religion. Lorsqu'on mélange islam et islamisme et lorsque des musulmans – voire par extension les habitants des quartiers – sont potentiellement soupçonnés de terrorisme, l'on porte une grave atteinte à ces populations, ce à quoi ne peuvent adhérer des éducateurs qui accompagnent ces populations.

Dès lors, selon les professionnels que nous avons rencontrés, si l'on doit aujourd'hui nourrir des inquiétudes, ce sont celles que produit l'émergence de *radicalités* traduisant des replis sur soi ou des potentiels violents, dont la radicalisation islamiste est l'une des manifestations. Mais il y en a d'autres, comme la montée des extrémismes partisans, la réapparition sur la scène publique et dans la rue de groupes d'obédience catholique comme la *Manif pour tous*, l'ambivalence des politiques publiques nationales et européennes en matière d'accueil des réfugiés et le déni de solidarité à l'égard des migrants, la résurgence de la thématique des racines chrétiennes de la France ou de l'Europe ou les questionnements sur les éléments

fondateurs de l'identité nationale, etc. Par ailleurs, si des éducateurs ou des éducatrices ont observé sur leurs territoires des raidissements religieux chez des musulmans, ils les ont également relevés chez des catholiques ou chez des juifs. Et si resserrement communautaire il y a, il peut aussi concerner des populations qui n'ont rien à voir avec l'islam – par exemple la communauté gitane souvent très attachée à ses traditions – et ce repli n'est en outre peut-être pas plus important que diverses autres formes de séparatisme social si criantes aujourd'hui.

Les équipes de prévention spécialisée n'ont pas seulement pris de la distance avec le terme de radicalisation, mais aussi avec les phénomènes qu'il désigne dans son acception la plus courante aujourd'hui. En effet, si la radicalisation signifie des poussées de fanatisme pouvant mettre en danger des personnes, par exemple des projets de passage à l'acte violent en lien avec l'islam ou des velléités de départ vers des pays où sont présents des groupes islamistes impliqués dans des guerres, alors les équipes éducatives n'ont pas observé ce type de phénomène sur leurs territoires d'intervention. Et cela peut signifier deux choses.

Soit effectivement les publics de la prévention spécialisée ne présentent pas de signes d'une radicalisation violente parce qu'ils sont suffisamment inscrits dans les rouages de la socialisation qui limitent le basculement vers des marginalisations dangereuses – ce à quoi l'action éducative peut contribuer. Soit à l'inverse ces publics peuvent ne pas être épargnés par la radicalisation violente sans qu'il soit possible d'en déceler les signes précurseurs afin d'agir pour éviter leur basculement. Des

professionnels pensent en particulier ici à des recrutements terroristes ou à des emprises sectaires qui peuvent demeurer indiscernables dans l'espace public ou dans les espaces usuels de socialisation des jeunes. « *De toute façon le recrutement terroriste, ça ne se voit pas, concède un chef de service. Avec Internet tout se passe dans les chambres, donc on ne voit rien, ce n'est pas visible...* »

Quoiqu'il en soit, aucun des professionnels rencontrés pour cette mission n'a été le témoin de phénomènes de radicalisation violente dans le cadre de sa pratique de travail. En revanche la plupart d'entre eux ont observé sur leurs territoires des comportements et des pratiques en lien avec un apparent resserrement sur le fait religieux – et spécifiquement l'islam. Cette unanimité masque toutefois des différences d'appréciation, voire des divergences selon les interlocuteurs et selon les territoires. En effet certains quartiers ou même certaines rues de Marseille ou d'Arles diffèrent sur bien des points de ceux de villes comme Martigues, Saint-Martin de Crau ou La Ciotat. C'est pourquoi l'histoire du territoire, son peuplement, la présence ou non d'acteurs religieux, l'action des pouvoirs publics ou celle du tissu associatif, la gouvernance politique, etc. sont autant d'éléments qui ont des incidences sur les phénomènes qui font l'objet de cette mission et sur leurs perceptions par les personnels éducatifs en place. Et ceci est non seulement vrai dans les Bouches-du-Rhône mais également dans tous les territoires où interviennent des acteurs du champ socio-éducatif.



SLAMISATION

ET MONTÉE DU FAIT RELIGIEUX

Pour ces thématiques comme pour bien d'autres – mais pour celles-ci particulièrement et surtout à l'époque où a été réalisée la mission – il n'y a pas d'observation sans grille de lecture. A proprement parler, on ne voit pas les choses mais on les lit, si bien que la frontière entre « ce que l'on voit » et « ce que l'on décide de voir » est souvent poreuse et que plusieurs lectures peuvent s'appliquer à une même réalité.

Si la grille de lecture la plus communément adoptée par les équipes de prévention spécialisée de l'ADDAP13 repose sur une vision laïcisée des comportements, cette optique recouvre bien des nuances. Dès lors ce qui s'en distingue peut apparaître comme un épiphénomène qu'il est à peine utile de relever, ou bien comme une simple étrangeté ou au contraire comme une sorte de déviance. Et la qualification des phénomènes s'accompagne d'une palette de sentiments qui va de la simple curiosité à la franche hostilité.

De la délinquance à la djellaba

Maints éducateurs ou éducatrices ont observé parmi leurs publics des jeunes connus pour avoir commis des infractions ou des jeunes ayant déjà eu affaire à la justice, voire à la prison, se tourner vers la religion et cesser leurs agissements. « J'ai vu des jeunes évoluer : des conneries tous les jours, une grosse connerie, la prison, la sortie de prison et puis la prière et la gandoura... », témoigne un éducateur. Et un autre : « On a vu des changements de comportement pour les jeunes sortant de

prison. Des jeunes qui dealaient, allaient en prison et quand ils ressortaient, ils portaient la djellaba et priaient. »

Le phénomène n'est pas une nouveauté : « Il y a déjà une quinzaine d'années j'ai vu plusieurs jeunes, des petits caïds, se convertir à l'islam. Ça a commencé par un, puis par un autre... En deux ans ça s'est fait, il y avait tout un groupe... », se remémore un éducateur. Et il a également été relevé par des analystes qui ont étudié les sorties de délinquance et ont montré que, pour ces garçons ou ces filles, le recours au religieux peut n'être qu'un passage ou une voie de transition, ou bien il peut marquer l'entrée d'un engagement ou une quête spirituelle de plus longue haleine.

Enseignement religieux et lieux de prière

L'augmentation des « écoles coraniques » – appellation très floue qui peut recouvrir diverses formes d'enseignement de l'islam – et celle du nombre de leurs élèves, notamment de jeunes enfants, est pour des éducateurs le signe d'une emprise du religieux. Si certains établissements sont enregistrés il y aurait aussi des écoles clandestines, nées dans l'ombre de mosquées et soutenues par elles : le cours d'arabe devient de l'aide aux devoirs, puis un enseignement régulier et bientôt une école à laquelle des parents inscriraient leurs enfants après les avoir retirés de l'école publique. Alors que dans notre tradition politique, depuis le début du vingtième siècle, l'école publique est le vecteur de la laïcité,

des professionnels s'interrogent sur le contenu de l'enseignement dispensé dans ces écoles confessionnelles et craignent leur impact sur la socialisation des jeunes.

Il est également relevé une augmentation et une dissémination des lieux de culte. Faute de grands lieux de rassemblement – ainsi n'existe-t-il toujours pas de Grande mosquée à Marseille en dépit des multiples annonces et promesses à ce sujet² –, il fleurirait des espaces de prêche «... dont la parole n'est pas contrôlée », regrette une éducatrice. Il est encore observé un *durcissement* de certaines mosquées qui prôneraient une pratique excessivement rigoureuse et une augmentation des adeptes de l'islam, sans qu'il soit possible de déterminer si ce nouvel attachement est le fruit d'une adhésion volontaire ou d'une pression exercée sur les personnes.

Le halo religieux

Des professionnels ont noté la présence accrue d'associations cultu(r)elles proposant diverses activités aux habitants et aux jeunes, qui ont pour but ou comme effet de nourrir en eux une adhésion à l'islam ou de la renforcer : par exemple une association fait du soutien scolaire avec des manuels islamiques ou des animateurs organisent un tournoi de football dont le premier prix est un Coran. Ils relèvent aussi la présence d'acteurs religieux qui tenteraient d'attirer des jeunes. Dans certains quartiers, près des établissements scolaires ou après des rencontres sportives, des disciples de l'islam – appelés *rabatteurs*, *salafistes* ou *barbus* – iraient à la rencontre des enfants ou des adolescents, organiseraient des sortes de mini prêches de rue, bref feraient preuve de zèle et tenteraient d'imposer leurs idées pour gagner de nouveaux croyants.

Là encore le phénomène n'est pas nouveau – certains l'ont vu apparaître dès les années 1980-1990, nous y reviendrons – mais il a pris de l'ampleur et il aurait davantage de succès que par le passé. Un cadre témoigne : « *Quand j'étais môme, j'ai vécu dans des quartiers et j'ai connu les 'barbus'. Ce qui nous faisait changer de trottoir, c'était les 'barbus'. Ils nous paraissaient dangereux, même pour mes copains musulmans.* » Mais surtout il représente aujourd'hui et à certains endroits une sorte de *concurrence* pour les animateurs sociaux, mais aussi pour les éducateurs qui ont le sentiment que ces acteurs religieux étendent leur territoire d'influence et éloignent les jeunes d'eux. Et ce, de façon apparemment efficace – nous y reviendrons également. Et cela inquiète des professionnels : « *J'ai vu les Frères musulmans, venus de l'extérieur des quartiers, qui payaient des séjours à Paris aux jeunes. Toi, éduc', tu as organisé un séjour mais tu es obligé d'annuler, ça emporte tout ton travail au quotidien. Eux, en deux coups de cuiller à pot, ils les captaient. Ils arrivaient sur le quartier et quinze jours après ils emmenaient les jeunes.* » Certains témoignent même d'une sorte d'empêchement exercé par ces acteurs religieux sur le travail des équipes de prévention spécialisée : « *Des collègues se sont fait interpeller par des 'barbus' : qu'est-ce que tu fais là ? L'assistance c'est moi qui m'en occupe* », raconte l'un d'eux. Ou encore : « *Quand le centre social était encore ouvert dans ce quartier, on faisait le tour du quartier avec un animateur et un type de l'école coranique nous suivait pour empêcher les petits de parler avec nous.* »

La prégnance du référent islamique

Outre la pratique religieuse et plus ou moins fortement selon les territoires, l'islam aurait pris une place grandissante dans la vie de certains quartiers et dans la vie de leurs habitants. Les

éducateurs qui connaissent bien leur terrain d'intervention relèvent ainsi une prolifération des commerces vendant des produits à caractère islamique – depuis certaines tenues vestimentaires jusqu'à la viande halal ; et certains déplorent clairement ce fait : « *Il n'y a plus une seule boucherie normale dans certains quartiers. Tous les magasins sont des épiceries arabes. Je crois que les gens n'en peuvent plus* », explique un cadre de l'ADDAP¹³. Ils relèvent aussi que l'islam imposerait de plus en plus ses rythmes et ses rites, par exemple par la pratique croissante du ramadan ou la scansion du temps par des prières, ce qui éloignerait les territoires et leurs habitants des normes dominantes : « *On voit des boutiques qui ferment le vendredi. Après les boutiques juives qui ferment durant Shabbat, on a maintenant les boutiques musulmanes qui ferment le temps de la grande prière. Je me demande jusqu'où ça va aller* », s'interroge une responsable de service.

Cela dépasserait même les frontières des quartiers concernés, puisque les équipes de prévention spécialisée elles-mêmes sont confrontées à des demandes croissantes de repas halal ou de moments de prière pendant une activité, au cours d'une sortie ou d'un séjour. Et elles doivent aussi composer avec le temps du ramadan. Un cadre explique : « *On a fermé des journées entières la base d'activités du Frioul car on n'avait pas de jeunes. On est allé chercher des plus petits qui ne font pas le ramadan pour tenir nos activités.* » Et un éducateur confirme : « *Quand il y a le ramadan, si on veut avoir du monde, on doit parfois changer nos activités ou les horaires. Et ça pose question.* »

Des éducateurs remarquent encore que les références islamiques imprègnent davantage les propos ordinaires des jeunes, qui parviennent à mixer le langage contemporain avec des termes

religieux ou des locutions traditionnelles : « *Ils ont plus que par le passé les mots Islam, Coran, Prophète... à la bouche. Ils jurent sur le Coran, ils en appellent au Prophète, etc., pour tout et pour rien. Ils le mettent à la fin de chaque phrase* », témoigne un éducateur.

L'ascendant islamique se traduirait aussi par l'extension du domaine des interdictions, à tout le moins des réticences, qui toucheraient un nombre croissant d'attitudes ou de comportements : des mères refusent que leurs enfants reprennent une chanson dans le cadre d'un spectacle scolaire au motif que cette chanson évoque les menstruations féminines ; des familles ne fêteraient plus l'anniversaire de leurs enfants au motif que cette pratique n'existait pas à l'époque du Prophète, etc. Certains de ces refus peuvent directement impacter les professionnels de la prévention spécialisée – comme du reste tous les intervenants socio-éducatifs : ainsi des garçons, à partir de douze-treize ans, ne veulent plus embrasser les éducatrices qu'ils connaissent depuis leur enfance, ou des plus jeunes souhaitent vérifier s'ils ont le droit de le faire.

En résumé l'on assisterait à certains endroits à une montée en puissance du référent Musulman qui semble supplanter les autres référents identitaires, fussent-ils nationaux (les Algériens, les Marocains...), régionaux (les Berbères ou les Kabyles...) ou socioculturels (les Beurs, les Blacks...), « *comme si le facteur religieux constituait aujourd'hui le principal mode d'affirmation des personnes et des groupes héritiers des migrations postcoloniales*³ ».

Un séparatisme prononcé

Les équipes relèvent dans les propos de leurs publics le succès de désignations excluantes exprimant des représentations

de plus en plus clivées, notamment à propos des femmes, de la conjugalité et de la sexualité : des paroles contre les homosexuels, contre l'émancipation des femmes, contre la sexualité hors du cadre conjugal, etc. Elles entendent aussi des propos plus sévères sur la France, ses institutions et ses habitants, traduisant ainsi un écart volontairement maintenu ou accru entre les communautés ou les religions : les Arabes contre les Blancs ou les Gaulois, les musulmans contre les chrétiens ou contre les mécréants, etc. Selon un éducateur, « *on entend des propos critiques sur la France ou sur les valeurs de la République, la France comme un mauvais pays, le fait qu'ils n'ont aucune place en France... Il y a de la haine à l'égard du pays, du drapeau, etc.* »

Ce phénomène procéderait d'un double mécanisme bien connu. D'une part l'exclusion communautaire : faire corps ensemble c'est faire face contre un autre et un *Nous* se construit toujours contre ceux qui n'en font pas partie. D'autre part le renversement du stigmaté : l'assignation identitaire imposée par les *dominants* (les Blancs, les Français...) est retournée par les *dominés* (les Arabes, les musulmans...). Et cela peut directement toucher des acteurs socio-éducatifs renvoyés à la couleur de leur peau, à leur religion supposée ou à leurs origines nationales, soit à un bloc culturel qui englobe les personnes indépendamment de leur position personnelle : « *Quand je vais dans le quartier, on me renvoie à mon côté blanc et catho, déplore un éducateur. Hors du quartier, on me pose des questions sur l'islam et la radicalisation. Je deviens schizophrène.* »

Cela crée chez certains professionnels un sentiment d'exil et l'impression d'être « *étranger en leur propre pays* » et sur leurs territoires de travail, sentiment qui les déroutent tant par sa nouveauté que par son instrumentalisation par des formations

partisanes ou des groupes d'opinion dont ils ne partagent pas les convictions. Parmi eux certains sont très inquiets de cette exacerbation des différences et craignent des conflits aggravés qui pourraient aller jusqu'à une « *guerre civile* », lors même que les professionnels de l'éducatif sont rarement enclins à ces visions dramatiques.

Un voile, des voiles

Comme chez la plupart de nos concitoyens et dans maints débats publics, le voile islamique est sans doute pour les équipes le phénomène à la fois le moins incontestable mais aussi celui qui suscite le plus d'embarras tant ses usages sont polysémiques.

Tous les professionnels que nous avons rencontrés constatent la diffusion du voile dans les populations féminines des quartiers où vivent leurs publics, ainsi que le rajeunissement de la pratique. Mais les comportements sont souvent divers et erratiques : des jeunes filles sont voilées mais d'autres ne le sont pas ; des jeunes filles portent un voile intégral tandis que d'autres se dénudent sur la plage ; des jeunes filles portent le voile en certains lieux ou en certaines occasions tandis que d'autres le portent continûment ; des jeunes filles portent le voile seulement dans le quartier et l'enlèvent deux rues plus loin ; des jeunes filles au contraire se voilent lorsqu'elles sortent du quartier, par exemple pour poursuivre des études ou aller travailler, etc. Les constats soulignent la diversité des pratiques : « *Des jeunes filles se voilent pour pouvoir sortir le soir, comme ça on ne les emmerde pas, elles sont tranquilles.* » Ou bien : « *Le voile, c'est une stratégie pour survivre dans le quartier, pouvoir faire des études, s'en sortir avec les parents...* », etc.

Le vêtement lui-même change dans sa forme et dans son style. Une éducatrice

le mentionne : « *De quel voile parle-t-on ? Tu as le voile chauve-souris, le voile tendance mode, le voile culturel ou tradition, le voile intégral...* » Et il peut dès lors avoir plusieurs significations : un choix personnel, une contrainte familiale, l'emprise des frères, la pression communautaire, l'ancêtreal joug patriarcal, le signe d'un retour aux préceptes religieux originels, un engagement spirituel, un mimétisme adolescente, le respect des traditions, une simple provocation... plusieurs de ces motifs pouvant se mêler.

Le voile ne prête pas seulement à débat pour le sens qu'il revêt mais aussi parce qu'il produit d'intenses effets de visibilité ; démultiplié, il change la physionomie et l'ambiance d'un territoire. Et si les professionnels de prévention spécialisée font avec cette (nouvelle) donne de la réalité, elle les intrigue et, sur un plan où se mêlent posture professionnelle et perception individuelle, elle les trouble et certains en sont même peinés : « *C'est un choix triste que font certaines jeunes filles. Et même ce choix religieux, je le trouve triste. Il n'y a pas de musique, pas d'amusements. C'est dur pour les jeunes...* » **Certains sont même choqués, comme cette éducatrice :** « *Le voile ne me gêne pas, par contre la burqa⁴ me gêne. Là je suis choquée. Je me souviens il y a une quinzaine d'années sur un marché d'une femme en burqa, tout en noir qui disait : je ne vois pas où je mets les pieds, je ne sais pas où je suis...* » **Tandis que d'autres auraient plutôt tendance à s'en amuser :** « *Celles qui portent le voile intégral, on les appelle les 'chauves-souris'. Elles font peur leur tenue. Mais elles sont ridicules ...* »

Femmes et filles dans les quartiers

Outre le voile, des éducateurs et surtout des éducatrices sont inquiètes de la situation des jeunes filles et des femmes

dans certains territoires. Les jeunes filles seraient aujourd'hui moins présentes dans l'espace public, notamment au tournant de l'adolescence, leurs déplacements hors de l'espace domestique seraient davantage contrôlés et elles seraient soumises à davantage de contraintes et d'interdits : « *C'est la misère pour des jeunes filles, des mariages forcés, cantonnées à la maison...* », constate une éducatrice. « *Il y a plein de choses que les filles ne peuvent plus faire, sortir, aller se baigner, passer un après-midi à la plage...* », confirme une autre.

Et cela encore a des effets sur leur travail. Ainsi des éducatrices (des deux sexes) rencontreraient des difficultés croissantes pour associer des jeunes filles à des projets (sorties, séjours, pratiques sportives, etc.), lorsque ceux-ci sont perçus comme faisant obstacle aux (nouvelles) normes qui leur sont imposées. Et ce, même si les éducatrices connaissent les familles et si ces jeunes filles ou des membres de leur fratrie ont bénéficié d'accompagnements par le passé. Une éducatrice témoigne : « *C'est plus compliqué et c'est plus long de pouvoir monter des projets avec les filles. Il m'a fallu deux ans pour que je puisse organiser un séjour dans une autre ville, tout ça parce que c'était un groupe de filles.* » Une autre raconte : « *Lors d'un projet de séjour pour des jeunes il a fallu passer par un médiateur auprès d'un garçon pour que sa sœur puisse venir. Une question d'honneur, m'a-t-on dit. J'ai été dans la famille avec le médiateur. C'était une ambiance orientale, je suis restée avec les femmes, j'avais l'impression d'être complètement ailleurs, dans un autre monde. Le médiateur a rencontré le frère dans une autre pièce et il a dû s'engager personnellement pour veiller à l'honneur de sa sœur. Sinon, elle ne serait pas venue.* » **Et tous constatent que le traitement réservé aux garçons est différent :** « *Dans cette famille il y a d'abord des garçons, puis des filles. Tous les garçons ont pu aller aux activités*

4 - La burqa est un vêtement féminin d'origine afghane qui couvre tout le corps, y compris le visage, avec un voile ou une « grille » au niveau des yeux pour permettre de voir.

organisées par le centre social et ils y ont même passé le BAFA [Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur] mais pas les filles. Je n'ai jamais réussi à emmener les filles en sortie, même à la base nautique du Frioul. Pourtant le grand frère, je l'avais aidé, je l'avais sorti du quartier à un moment où il était en danger. Mais il n'y a rien eu à faire. »

Ces contraintes affecteraient aussi les mères de famille – et les femmes en général – par une sorte de retour des traditions ou l'accroissement du poids culturel et religieux. Et ce, y compris dans les espaces qui leur sont habituellement dédiés comme des squares en bas d'immeuble ou des aires de jeux pour les enfants. « J'ai beaucoup travaillé avec les mamans lorsque j'étais éduc', raconte une cadre de l'ADDAP13. On faisait des représentations théâtrales avec elles. Le jour d'une représentation, une mère m'a dit qu'elle ne pouvait pas jouer car son fils ne voulait pas. J'ai pu convaincre le jeune et finalement elle a joué. » **En bref, les équipes – tout comme de nombreux autres intervenants sur les quartiers aidés – déplorent les restrictions faites à la liberté des populations féminines qui font obstacle à leur épanouissement personnel. Et l'une de nos interlocutrices de conclure :** « Ce n'est plus de la pression qui s'exerce sur les femmes, mais une vraie répression. »

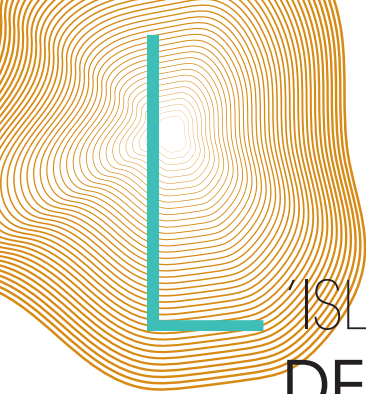
La polarisation des genres

L'assignation des filles et des femmes aux modèles féminins traditionnels trouve son symétrique dans l'assignation des garçons et des hommes à des modèles masculins virilistes. Et cela conduit à un séparatisme sexué de plus en plus prégnant qui s'impose aux éducateurs et aux éducatrices en situation professionnelle. Ainsi grand nombre d'éducatrices mentionnent des formes de mise à distance ou de rejet de la part d'adolescents ou de jeunes adultes, contraires aux sociabilités usuelles et inédites dans un métier basé sur la qualité de la relation : des jeunes

garçons ne veulent plus leur faire la bise ou même leur serrer la main, des pères refusent de les laisser franchir la porte de leur domicile et des femmes agissent de même si les hommes sont absents, etc. **Une éducatrice raconte :** « Bien des fois je ne pouvais pas entrer dans l'appartement, je discutais sur le palier et le père ou la mère me répondait depuis la pièce principale. C'était très dur parfois. Mais le plus dur, c'était de bosser avec les grands frères. »

Dans certains cas, plus rares, des adultes affiliés à l'islam ont même une attitude hostile à l'égard des éducatrices ou des intervenantes de sexe féminin et leur reprochent leur comportement de « femmes occidentales » : leur tenue vestimentaire, leur consommation d'alcool ou de tabac ou leurs prétentions égalitaires (s'adresser à un homme, lui tendre la main, marcher à côté de lui, etc.). **Une responsable de service raconte :** « Il y a un animateur [dans cette ville], qui refuse de serrer la main aux femmes. Il dit bonjour à la cantonade quand il me voit. Il passait toujours par l'ancien directeur de service, un homme, quand il voulait nous joindre. Il ne voulait pas parler avec moi. Les éducatrices ont vécu ça aussi, les animateurs de cette association ne veulent pas leur serrer la main. »

La polarisation des genres s'exerce aussi dans l'autre sens ; ainsi des éducateurs n'entrent-ils pas dans les familles lorsqu'il y a des jeunes filles au domicile ou ils ne peuvent pas mener une action avec des jeunes filles s'ils ne sont pas accompagnés d'une collègue de sexe féminin. Le résultat est qu'il est de plus en plus difficile de proposer des activités réunissant les deux sexes : « Il y a le problème de la mixité hommes-femmes. Des parents ne veulent pas que les filles participent à une action s'il y a des garçons. On a essayé de parler, de poser des questions, mais c'est indiscutable pour certains parents surtout lorsque la jeune fille devient pubère », racontent deux éducateurs.



'ISLAM

DE L'INDIFFÉRENCE À LA MENACE

« On ne parlait pas de radicalisation à cette époque (...). On parlait de choix personnel, de choix religieux. Je l'ai pris comme une démarche personnelle, d'autant que ces personnes ne manifestaient aucune violence ou agressivité. Ils ne cherchaient pas à s'imposer à d'autres, sauf aux membres de leur famille (...). On avait eu affaire à des mariages forcés ou arrangés, mais on considérait que cela faisait partie de la culture. Tout était dans la famille. Ce n'était pas un phénomène grave. »

Tous les faits qui viennent d'être évoqués sont en réalité déjà anciens⁵ et les éducateurs ou les éducatrices qui ont plusieurs années d'expérience mentionnent leur apparition durant la décennie 1980-1990. Mais jusqu'à très récemment ils ne furent guère considérés comme des phénomènes (trop) préoccupants, ni a fortiori comme des phénomènes pouvant embarrasser l'action des équipes éducatives. D'ailleurs cela concernait un nombre très réduit de jeunes ou d'habitants – les éducateurs se souviennent de telle jeune fille voilée, de tel garçon sortant de prison et allant à la mosquée ou de telle famille très traditionaliste, etc. Dès lors le mouvement n'emportait pas les jeunes mais des jeunes et pas tous les adultes mais des personnes bien identifiées.

Et en dépit de quelques attentats où furent mêlés des jeunes issus des

quartiers populaires⁶, à cette époque nul ne pouvait imaginer, en prévention spécialisée comme ailleurs, que des croyances religieuses pouvaient tuer ou que des meurtres (de masse) pouvaient être commis au nom de la religion, sur le territoire national. Dans notre pays, pourtant mis à feu et à sang par des passions religieuses au cours des siècles passés, la terreur au nom du divin était reléguée dans les oubliettes de l'histoire.

Au fond, la religion demeurait une sorte d'impensé. C'est pourquoi les équipes de prévention observaient, parfois non sans étonnement mais avec bienveillance, ces adhésions religieuses parmi leurs publics, sans leur prêter une attention particulière. A propos de jeunes délinquants qui se tournent vers la religion, un éducateur raconte : *« Au début je n'ai rien noté. Après, de temps en temps, un jeune par-ci par-là qui portait la barbe et la djellaba. Mais on disait qu'il se 'rangeait'. Je ne parlais pas de radicalisation mais de pratique religieuse rigoureuse... »*

L'utilité sociale de l'islam

A cette époque – les années 1980-1990 – maints analystes avaient même estimé que des *militants de Dieu* qui s'attribuaient le rôle de régulateurs sociaux pouvaient avoir une utilité. Le prêtre Christian Delorme, figure emblématique du quartier des Minguettes à Vénissieux d'où partira la marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983, trouvait non seulement

5 - L'on pourrait par exemple donner de multiples illustrations du traitement différencié des filles et des garçons dans certaines familles et de la plus grande facilité pour les seconds à pouvoir participer à des activités, des sorties ou des séjours organisés par des animateurs ou des éducateurs (Amara 2003).

6 - L'on peut penser à Khaled Kelkal. Ce jeune garçon de 24 ans, originaire de la banlieue lyonnaise, est l'un des principaux suspects de la vague d'attentats de l'été et de l'automne 1995, attribués au Groupement islamique armé (GIA) et qui ont fait une dizaine de morts et plusieurs dizaines de blessés. Il a lui-même été tué par les forces de l'ordre en septembre 1995.

que le danger de l'islamisation n'était pas fondé mais il accordait à l'islam – plus globalement aux religions – la capacité de structurer les individus et d'enseigner les valeurs morales propres à rejeter les comportements déviants⁷. Loin d'être une idéologie dangereuse – nonobstant ses franges les plus obscurantistes – Delorme percevait l'islam comme une spiritualité permettant à des jeunes de retrouver de la dignité et d'arpenter les chemins conduisant à l'adoption des normes sociales.

Fadela Amara, militante associative et secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville entre 2007 et 2010 constatait également que l'islam était devenu « une nouvelle morale régulatrice » qui évitait à des jeunes désœuvrés de basculer dans la délinquance⁸. Pareillement Dounia Bouzar – considérée comme l'une des spécialistes de la radicalisation – ne pensait pas autre chose lorsqu'elle était éducatrice à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et, dans son premier livre⁹, elle relève le mérite des pratiques religieuses qui permettent à des jeunes de sortir de la délinquance et de s'intégrer. De même le sociologue Farhad Khosrokhavar – qui a écrit plusieurs ouvrages sur la radicalisation – mentionnait dans ses écrits des années 1990 que la religiosité musulmane adoptée par certains jeunes « atténue la violence plutôt qu'elle ne l'accroît », favorise l'intégration des normes et « donne un point d'appui aux jeunes pour s'insérer et surmonter leur 'haine' du monde¹⁰ ». Dès lors, poursuivait-il, la religion n'est pas une fin en soi mais un moyen et la « religiosité radicale » qui pouvait affecter une toute petite poignée de jeunes, dans la majorité des cas ne débouchait pas sur une action terroriste mais sur des formes de désocialisation car cette jeunesse était selon lui incapable de s'engager

au service d'une cause ou de se laisser enrôler par une idéologie...

Plus tardivement, en 2004 et dans un entretien au journal *Le Monde*, Didier Lapeyronnie – fin connaisseur des quartiers populaires – estimait que l'islam était peu prosélyte dans les quartiers et, lorsqu'il était présent, il était peu violent – à la différence des « *petits caïds* » ou des trafiquants, précisait-il¹¹. De fait, du côté des intervenants socio-éducatifs, notamment en prévention spécialisée, l'on s'inquiétait à cette époque davantage de la pression exercée par certains réseaux délictuels que du poids de la religion : « *Ce n'était pas une préoccupation pour nous parce que ça ne l'était pas pour les jeunes qui subissaient d'autres types de pression. La préoccupation c'était les réseaux de délinquance ou de drogue* », explique un éducateur qui a travaillé sur un grand nombre de territoires. Dans tous les cas, donc, aussi bien du côté des acteurs de terrain que des analystes ou des intellectuels, l'islam était déjà présent dans les quartiers mais il n'apparaissait pas comme un phénomène dangereux, bien au contraire, dans la mesure où ses ambitions rejoignaient celles de la communauté éducative, fût-ce par d'autres voies ou par d'autres biais. Dès lors les prédicateurs musulmans pouvaient (presque) passer pour des travailleurs sociaux comme les autres¹² ...

Il faut attendre les années 2000 – et leurs vagues d'attentats perpétrés par des organisations islamistes¹³ – pour qu'un tournant s'opère dans les perceptions. L'entretien avec Didier Lapeyronnie fait suite à la parution d'un rapport des Renseignements généraux dont des extraits sont repris dans le même journal¹⁴. Ce rapport s'alarme d'un « *repli communautaire dans les banlieues* ». Parmi

7 - Delorme 1998.

8 - Amara 2003, 74.

9 - Bouzar 2001.

10 - Khosrokhavar 1997, 25.

11 - Entretien journal *Le Monde*, 5 juillet 2004.

12 - C'était le sous-titre du livre de Dounia Bouzar : « Les prédicateurs musulmans : nouveaux travailleurs sociaux » (Bouzar 2001).

13 - Attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, attentats de Madrid en 2004, attentats de Londres en 2005, etc.

14 - Smolar 2004.

630 quartiers suivis par les services de renseignements, le document avance qu'environ 300 présentent les signes d'un tel repli repéré par des observations comme la pratique de la polygamie, le renforcement du tissu associatif communautaire, la présence de commerces ethniques, la multiplication des lieux de culte musulmans, le port d'habits orientaux, des graffitis antisémites et antioccidentaux, la présence de prédicateurs religieux, le succès des discours de rupture, la dégradation du statut des femmes, etc., bref les mêmes phénomènes que ceux qui ont été relevés par les éducateurs ou les éducatrices de prévention spécialisée sur leurs territoires.

Ce rapport, abondamment médiatisé, fut (un peu) critiqué car il gardait silence sur les causes possibles et non religieuses de ce repli identitaire, par exemple la concentration sociale et spatiale des familles étrangères ou immigrées, l'inefficacité des politiques publiques de logement, la persistance des inégalités, la précarisation sociale etc. – nous y reviendrons.

Du culturel au religieux

Toujours à cette même période – les décennies 1980 et 1990 – le fait est aussi que l'attraction de certains jeunes (ou de certains habitants) pour la religion était considérée comme un processus individuel dont on n'interrogeait pas les déterminations ou les logiques collectives, comme l'explique un éducateur : « On était concentrés sur autre chose, l'insertion, le maintien dans la scolarité, le développement social local par des actions de proximité. Ou alors on faisait de la clinique éducative personnalisée mais on ne travaillait pas sur la question des identités collectives. »

Ainsi les équipes de prévention

spécialisée relevaient-elles la présence d'acteurs religieux ou de prédicateurs musulmans, mais elles ne travaillaient pas avec eux – hormis quelques échanges sur des situations ou dans le cadre de rencontres intercultu(r)elles –, pas plus qu'elles ne travaillaient avec des prêtres ou des rabbins : « Il y a toujours eu des acteurs religieux dans le quartier, mais pas de volonté de notre part d'aller chez eux et inversement. Chacun chez soi... Ils font leur truc, on fait le nôtre, ce sont des mondes parallèles et stop », précise un éducateur. Les acteurs religieux – dont on pouvait reconnaître l'utilité – n'étaient ni des partenaires ni des adversaires des équipes de prévention et la pratique était plutôt de les éviter. Pour certains parce que l'intervention éducative s'inscrit dans un cadre laïc : « Les travailleurs sociaux n'avaient rien à faire avec les religieux. Nous on est dans la laïcité, donc on s'écartait d'eux. On ne les rencontrait pas (...). Ne pas entrer dans le religieux, c'était notre position », affirme un éducateur. Pour d'autres par un simple manque d'intérêt ou un manque d'affinités : « Je ne les ai jamais rencontrés, ça ne s'est jamais trouvé. On en entendait parler, on savait qui ils étaient (...). Y'avait pas besoin de les rencontrer. On n'avait rien à faire avec eux », poursuit l'un d'eux¹⁵.

C'est pourquoi ces éducateurs ou éducatrices ne pouvaient pas détecter le travail d'imprégnation religieuse qui pouvait se faire jour dans certains quartiers et encore moins l'impact qu'elle pouvait avoir sur les publics. Dès lors à leurs yeux la pratique religieuse relevait d'un choix personnel respectable et qui devait être respecté au nom de la liberté de chacun. L'adhésion religieuse était perçue comme un attribut parmi d'autres du jeune (ou de sa famille), mais elle n'était pas spécifiquement questionnée et l'on ne supposait pas à cette époque qu'elle put être le fruit d'un éventuel endoctrinement conduisant à de

15 - Notons que ces constats sont valables pour les Bouches-du-Rhône et sans doute pour un grand nombre d'autres territoires. Mais le travail avec des acteurs religieux est plus ancien et plus prégnant dans des départements où les religions ont encore un rôle public, par exemple en Alsace-Lorraine (régie par un système concordataire). Là, des équipes de prévention spécialisée ont au contraire l'habitude de mener des actions avec des acteurs religieux et de les compter parmi leurs partenaires.

dommageables phénomènes d'emprise.

A ces époques et sauf exceptions, les éducateurs de prévention spécialisée – à l'instar des travailleurs sociaux dans leur ensemble – n'étaient pas particulièrement familiarisés avec la question des religions, des croyances ou de la spiritualité. D'ailleurs l'on parlait moins de religion que de culture et certains d'évoquer la « *joyeuse mixité* » des années 1980 et la découverte de la culture de l'autre : celle des Maghrébins, mais aussi celle des Asiatiques ou des Africains. Un cadre de service se souvient : « *Si on travaillait cette question c'était toujours dans un esprit de promotion de la culture de l'autre, par exemple la préparation de repas du pays par les mamans (...). On ne voyait pas le problème du vivre ensemble, des identités, en fait. On ne mettait pas de mots sur tout ça.* »

La question des identités

Jusque vers la fin des années 1990 et le début des années 2000 le pluralisme culturel était largement prégnant dans l'opinion commune, notamment dans les formations partisans et les sensibilités situées à gauche de l'échiquier politique. Et ce n'est que progressivement que des oppositions se sont cristallisées au sein de cette mouvance, avec la montée d'une *posture républicaine*.

Peu à peu, s'est fait jour une critique de l'idée différentialiste au nom du modèle français d'intégration et du risque que les différences culturelles deviennent des assignations identitaires. Des intellectuels ont dès lors réprouvé « *le sanglot de l'homme blanc*¹⁶ » traduisant une culpabilité nationale « *masochiste*¹⁷ » à l'égard du passé inquisiteur de l'église catholique et du passé colonial de la France. Cette gauche dite jacobine-laïque a fustigé la gauche dite pluraliste-communautariste

aveugle aux dérives d'un certain islam au prétexte qu'il touche des enfants d'immigrés, nouveau prolétariat messianique, nouveaux « *damnés de la terre* » ou nouveaux « *faibles de la société*¹⁸ », qui bénéficieraient dès lors d'une sorte d'« *immunité victimaire* ». Selon les tenants de la posture républicaine, une partie de la gauche occulterait par conséquent les dangers du djihadisme et serait inapte à penser la radicalisation¹⁹.

De son côté, la gauche dite pluraliste ou communautariste a dénoncé le faux universalisme de la posture républicaine qui, hostile aux communautés, cache en réalité un ethnocentrisme et méconnaît les différences sous prétexte d'égalité²⁰. De même qu'elle reste sourde aux aspirations des milieux populaires et des habitants défavorisés, très souvent au nom de l'ordre public, lequel masque le plus souvent un ordre social.

Ce débat bien connu et qui fut extrêmement vivace à la suite des attentats de l'année 2015 s'est singulièrement durci autour de la question de la laïcité, considérée soit comme une arme d'émancipation contre l'emprise des religions, soit comme le cadre permettant la cohabitation de toutes. Et il a fait rage à chaque nouvelle manifestation du terrorisme islamique... ou à la faveur d'événements beaucoup plus anodins, comme l'affaire du burkini à l'été 2016²¹. D'un côté l'on vit dans le burkini une manifestation trop prononcée de l'islam dans l'espace public, tandis que pour d'autres ce fut (juste) la possibilité que des femmes musulmanes aillent à la plage et se baignent... Hantise de l'islam et de son potentiel terroriste d'un côté, hantise de la montée du racisme et de l'islamophobie qui pourrait entraîner une « *guerre civile de basse intensité*²² » de l'autre : les positions semblèrent

16 - Bruckner 1983.

17 - Kaltenbach, Tribalat 2002.

18 - Fourest 2015, 48.

19 - Kepel 2016.

20 - CTPS 2009.

21 - En août 2016, suite à des incidents au début mineurs, le burkini ou « maillot de bain islamique » a été visé par des arrêtés municipaux dans des communes balnéaires du nord et du sud de la France. Tout au long du mois la polémique a pris une ampleur inattendue, mêlant notamment des ministres du gouvernement de l'époque. Le Conseil d'Etat a invalidé l'un de ces arrêtés à la fin du mois d'août, mais les autres sont restés en vigueur.

22 - Mamère 2016.

irréconciliables – et peut-être est-ce toujours le cas aujourd’hui.

Un islam (seulement) plus visible... ?

Ce que partagent les équipes de prévention spécialisée avec l’opinion commune est que les phénomènes marquant la progression de l’islam dans certains territoires sont aujourd’hui plus visibles que par le passé. Cela signifierait dès lors – comme beaucoup l’ont constaté par ailleurs – que le religieux musulman a quitté la sphère du privé ou de l’intime pour gagner le collectif et l’espace public.

Si c’est le cas, l’histoire peut l’expliquer. La sédentarisation des populations immigrées d’Afrique du nord, après l’installation des familles et le renoncement progressif au retour dans le pays d’origine, a provoqué une « *demande d’islam* » dès le début des années 1980 – notamment après que fut rétablie la liberté d’association des étrangers et des immigrés en octobre 1981. La demande de conditions favorables à la pratique religieuse et le désir d’existence des musulmans dans l’espace local ont conduit au développement d’associations cultu(r)elles et de lieux de prière. C’est ce que l’on a coutume d’appeler la transition d’un « *islam discret* » à un « *islam exprimé* », même si dans les faits ces premières associations proposaient plutôt une aide ou une prise en charge morale et matérielle des familles plus qu’un chemin spirituel. Et à ce moment, rares sont les voix qui se firent entendre pour dénoncer cette « *demande d’islam* » ou pour la désigner comme un phénomène équivoque ou dangereux.

Ce n’est que progressivement, à partir des années 1990 et surtout des années 2000, que les adeptes de l’islam ont été rassemblés sous le vocable de *communauté musulmane*. Et au vu d’un désir de retour aux traditions, d’une

nouvelle adhésion à la culture du pays d’origine ou d’une redécouverte de la religion familiale, cette communauté a été suspectée de communautarisme. Celui-ci a pu être compris comme le signe d’un *enfermement oriental* – notamment avec l’arrivée des premières paraboles et des programmes télévisuels arabo-musulmans –, voire d’un désir de séparation avec la culture, les modes de vie et les institutions de la France, qui fut à la fois le pays d’accueil des premières générations de migrants, mais aussi le « *pays de malheur*²³ » de leurs enfants.

... ou un islam plus prégnant ?

Mais si les signes de l’islam sont aujourd’hui plus visibles que par le passé, ils ne traduisent pourtant pas un phénomène majoritaire aux yeux des professionnels que nous avons rencontrés – y compris parmi ceux qui s’inquiètent le plus de cette évolution. Et les pratiques les plus rigoristes ne toucheraient qu’une petite proportion de jeunes ou d’habitants par rapport à l’ensemble des populations vivant sur ces territoires. Par ailleurs cela n’occulte en rien les aspects plus classiques – et pour certains autrement plus importants – de la marginalisation sociale : le réseau et son emprise, le harcèlement de certains trafiquants, la précarité, l’appauvrissement et toutes les formes connues d’anomie, etc. C’est pourquoi certains déplorent que cette question, loin d’être centrale dans leur univers professionnel quotidien, se voie pourtant attribuer une place grandissante dans les demandes latentes ou explicites des financeurs et des tutelles ou dans les plans d’action préconisés : « *La radicalisation ou tout ça... c’est un phénomène très marginal (...). Ça représente même l’exception de la marge, alors pourquoi faudrait-il prévoir des actions en ce domaine ?* » regrette un cadre.

Les équipes observent également que l’islamisation ou la montée du fait religieux est loin d’être un phénomène unanime

23 - Amrani, Beaud 2004.

au sein de la *communauté musulmane* et que des controverses se font jour aussi dans les quartiers. Ainsi des habitants peuvent-ils exprimer leurs désaccords avec le discours de certains acteurs religieux ou le prêche de certains imams et agir pour qu'ils quittent les lieux. Ou des parents peuvent-ils désapprouver la pratique religieuse ou la pratique (trop) rigoriste de leur enfant et des femmes blâmer le port du voile. « *Je me souviens d'une discussion entre des jeunes filles, toutes voilées, qui s'interrogeaient pour savoir si c'était 'haram' d'aller à la plage en plein ramadan. Il y avait débat et elles n'étaient pas toutes d'accord* », rapporte une éducatrice.

Cela montre a minima la diversité des opinions et des pratiques de l'islam – y compris dans les quartiers populaires – et fait de la catégorie Musulman une « *dangereuse fiction sémantique*²⁴ ». Des éducateurs ont par ailleurs assisté à des échanges entre des habitants, parmi lesquels des jeunes qui s'interrogent, comme les autres citoyens, sur les enjeux géopolitiques contemporains, l'issue de la guerre en Syrie, l'impact du conflit israélo-palestinien, etc. et qui témoignent ce faisant d'une envie d'apprendre et de comprendre – ce qui n'empêche pas, comme pour les autres citoyens, des prises de position et des mobilisations pour certaines causes. Enfin, si les éducateurs connaissent des jeunes qui adhèrent au discours religieux, ils en connaissent aussi qui sont indifférents à cette question ou qui s'en méfient et redoutent d'être la proie de rabatteurs. Une cadre de service raconte : « *Tout près d'ici un snack a été fermé. Il était situé tout près du local et on sait que les gérants ont été assignés à résidence. Certains jeunes ne voulaient plus venir au local car ils ne voulaient pas passer devant le snack. Ils disaient : ces gens-là veulent nous emmener en Syrie. Ils avaient peur.* »

C'est dire si la thématique fait débat

parmi les professionnels de la prévention spécialisée, également affectés en tant que personnes et citoyens par les événements, les discours communs, les représentations collectives et les controverses. C'est pourquoi les différences ou les divergences apparues au stade des *simples* observations se creusent à ceux du diagnostic et de l'action : de quoi ces phénomènes sont-ils le nom et comment les comprendre d'une part ? En quoi affectent-ils l'intervention éducative et comment agir d'autre part ?

24 - Todd 2016, 187.



É QUOI LA PROGRESSION DE L'ISLAM SERAIT-ELLE LE NOM ?

Ces réserves étant admises, comment les éducateurs de prévention spécialisée analysent-ils les phénomènes observés sur leurs territoires – à savoir la progression de l'islam – et, même si cela demeure minoritaire, des adhésions à des pratiques religieuses rigoristes ou radicales parmi leurs publics ? L'on entendra ici par *pratiques radicales* non des engagements qui peuvent conduire à l'acte violent, mais des pratiques qui éloignent les personnes – en particulier des jeunes – des attributs de la normalité sociale et provoquent une série de relâchements ou de ruptures qui peuvent les conduire vers des formes plus ou moins graves de désocialisation. En bref, des pratiques inquiétantes qui les poussent vers la marginalisation ou l'inadaptation sociale – ce que la prévention spécialisée a justement pour objet de prévenir ou de contenir.

L'impéritie des politiques

Certains éducateurs et des cadres de l'association – notamment parmi les plus anciens – estiment que l'« *offensive communautaire musulmane* », si elle existe, signe le désaveu de certaines politiques à destination des quartiers populaires durant les vingt ou trente dernières années. Sont particulièrement visés des édiles locaux qui auraient laissé s'installer les organes de l'islamisation dans des territoires, notamment des lieux de prière et des lieux d'enseignement, sans contrôle des dérives possibles. Un éducateur raconte : « *Il existe quatre-vingt-dix lieux de culte musulmans à Marseille,*

deux seulement sont référencés et il n'y a toujours pas de mosquée. On les a laissés s'étendre... » Et concernant les écoles coraniques, une de ses collègues avance : « *Les écoles coraniques illégales sont en multiplication dans le quartier. On a fait comme si ça n'existait pas (...) Et pourtant on a alerté, on en a parlé aux élus mais les pouvoirs publics n'ont pas entendu.* »

Sont également mises en question les politiques qui auraient encouragé la création de structures à vocation religieuse en les aidant financièrement – et là encore, sans toujours mesurer les effets possiblement pernicieux d'une telle implantation. Un cadre témoigne : « *Ces associations culturelles, ou certaines, sont financées par la politique de la ville, qui dit que ça leur permet d'avoir un œil sur elles (...). On a vu tout ça et on l'a fait remonter. L'Education nationale a fait remonter des choses aussi. Mais on a laissé la place à tout ça. Les politiques, les financeurs leur ont laissé de la place. On a ignoré certaines choses. Alors il ne faut pas s'étonner qu'on en soit là... »*

L'histoire peut encore leur donner raison car au milieu des années 1970 – après l'instauration du droit au regroupement familial dans notre pays²⁵ – le développement de l'islam a été favorisé dans des usines, des foyers de travailleurs ou dans des cités de banlieue. Et ce, d'une part pour satisfaire les populations immigrées, d'autre part pour... garantir leur réintégration dans leur pays d'origine – en accord avec les gouvernements de

25 - Ce droit permettait aux conjoints et aux enfants mineurs de rejoindre des ressortissants étrangers autorisés à résider régulièrement sur le territoire français et il garantissait ainsi à ces personnes étrangères la possibilité de mener une vie familiale normale.

ces pays²⁶. Il est vrai par ailleurs que des lieux de culte musulmans ont été financés par l'Etat ou par des collectivités locales – par exemple à Montpellier, Rennes ou Chanteloup-les-Vignes²⁷. Ce n'est que plus tard et dans un contexte tout différent que ces politiques ont été suspectées de vouloir acheter la « *paix sociale* » dans les quartiers ou de pratiquer une sorte de *sous-traitance ethnico-religieuse* pour instaurer un contrôle social qui commençait à être défaillant – en particulier après la série d'émeutes des années 1990 et 1991.

Par ailleurs certains estiment que l'on est peut-être allé trop loin dans les politiques d'assistance à l'égard de populations s'éloignant de plus en plus des normes de l'aisance sociale – lorsqu'il apparut que la crise des années 1970 allait être un phénomène durable et profond. Est introduite ici l'épineuse question de la différence entre l'assistance et l'assistanat, le second étant considéré comme un dévoiement de la première et qui a pour effet d'encourager les publics à se maintenir dans une situation de dépendance sociale. Un cadre constate : « *On a loupé une étape à partir des années 1990. Et la plantade est aussi dans le travail social, y compris en prévention spécialisée. Peut-être on a fait trop d'assistanat. Par exemple on ne fait plus rien aujourd'hui avec des jeunes si l'action n'est pas accompagnée de nourriture, des goûters, des repas... A chaque activité, à chaque sortie, il y a de la nourriture proposée aux jeunes (...). Or l'assistanat, c'est le contraire du pouvoir d'agir.* »

L'échec de l'intégration

À ces positions, d'autres éducateurs ou cadres de l'association *rétorquent* que l'on n'a au contraire pas fait assez pour garantir l'intégration et l'insertion des populations immigrées défavorisées et celles de leurs enfants nés sur le territoire

français. Pourquoi, demandent en substance ces professionnels, l'attrance de jeunes vers le religieux apparaît-elle au moment de la faillite du système social ? Et d'évoquer par exemple la fermeture de maisons de jeunes ou la disparition de centres sociaux, la baisse des subventions accordées à des associations qui animent des quartiers et œuvrent au maintien des liens collectifs, etc. Ou, plus largement, ne constate-t-on pas une concordance entre le succès du discours religieux ou identitaire et le sentiment d'une part croissante de jeunes de ne pas avoir leur place dans la République ? Et ce sentiment serait non seulement partagé par des jeunes en difficulté ou proches de la marginalisation mais aussi par des jeunes engagés sur les voies de la socialisation, par exemple des jeunes diplômés.

Au fond ces professionnels adoptent ici la thèse classique des frustrations de la modernité : des injustices sociales et des inégalités trop criantes ou durables créent des frustrations parmi ceux qui les subissent et ces frustrations peuvent se transformer en colère – les émeutes – laquelle peut aussi déboucher sur des engagements radicaux – une pratique rigoriste – ou sur des formes de martyrisme – les assassinats ou les attentats terroristes. En clair, la montée du religieux trouverait son point d'ancrage dans des demandes sociales non satisfaites, et ce aussi bien dans des pays où l'islam est la religion dominante ou officielle que dans les pays occidentaux.

De fait, bien des analystes ont relevé que les enfants et les petits-enfants des immigrés auraient été malmenés et jamais réellement considérés comme complètement français²⁸. Et de noter que l'islamisation ou la réislamisation des banlieues aurait connu des progressions

26 - Weil 1991.

27 - Ternisien 2002.

28 - Bertho 2016.

successives après les échecs successifs des tentatives pour relayer politiquement les attentes des habitants – par exemple la déception du mouvement *Beur*²⁹ ou les émeutes de 2005³⁰. Lorsque l'infériorité sociale prend l'allure d'un « *destin* » elle peut être transformée en supériorité d'un autre ordre, par exemple un ordre moral ou religieux, et dès lors vivre selon les préceptes de cet ordre prime sur les luttes pour s'en sortir. C'est ainsi que l'islam est devenu la « *religion des banlieues* », y compris pour des jeunes d'origine chrétienne ou issus de familles athées qui se sentent exclus de la société³¹.

De l'assignation à la revendication identitaire

L'« *islamité* » observée par des équipes sur leurs territoires peut être double : réactive et défensive lorsqu'elle est le produit d'une assignation, positive et auto-identificatrice lorsqu'elle est le fruit d'une revendication. Et les deux mouvements peuvent être mêlés. Si l'ascension sociale ou l'intégration devaient entraîner un détachement par rapport à la religion – dans nos traditions politiques occidentales –, leur échec favorise le retour du religieux, non dans la sphère privée – car bien des musulmans parfaitement insérés pratiquent leur foi – mais dans la sphère publique. Et plus les signes visibles de cette (nouvelle) identification sont critiqués, plus ils semblent se renforcer.

Ainsi en est-il du voile, souvent mentionné par nos interlocuteurs. Depuis que le principal d'un collège de Creil a expulsé trois adolescentes qui refusaient de retirer leur voile en classe en 1989 et que des lois ont été promulguées pour l'interdire à l'école³² puis dans l'espace

public³³, il semblerait que ces atteintes à la liberté personnelle aient suscité des vocations. Des éducateurs relèvent ainsi que des jeunes filles portent le voile par solidarité avec d'autres jeunes filles (qui le portent au nom de leur foi ou par respect des traditions) ou bien pour résister aux injonctions dominantes qui réproouvent le port de ce vêtement. C'est ainsi qu'une démarche à caractère religieux ou culturel peut se transformer en revendication identitaire. Un éducateur développe cette analyse : « *C'est une forme de résistance pour les populations musulmanes. Comme c'est devenu une sorte d'interdit au nom d'une laïcité dure, alors des femmes adoptent ce costume. Depuis les années 1990 et encore plus fortement depuis 2001, les musulmans sont devenus des 'sauvages', des 'mauvais'. C'est la réponse à une volonté de discipliner ces populations, au moins depuis la colonisation, et aujourd'hui les populations musulmanes disent non. La différenciation est une réponse à la stigmatisation.* »

Le même mouvement se lit dans l'histoire des pays arabo-musulmans. Nombre d'intellectuels et de politiques de ces pays ont pensé que le renouveau de l'islam à la fin du 19^e siècle, notamment né de la confrontation avec le monde occidental, devait passer par une amélioration du statut des femmes et leur dévoilement – l'Égypte dans les années 1920, la Turquie de Mustafa Kemal, l'Iran dans les années 1930, etc. – avant l'apparition de l'« *islamisme* » qui prônera le chemin inverse. Dans les pays d'Afrique du nord à l'époque de la colonisation, des femmes avaient ôté leur voile pour manifester publiquement leur volonté de s'engager sur « *la voie du progrès* » en optant pour un modèle occidental émancipateur. Et

29 - Le mouvement Beur est un mouvement associatif et politique des jeunes issus de l'immigration qui ont souhaité par de multiples initiatives faire entendre la voix des populations étrangères immigrées et de leurs descendants français. Le point d'orgue du mouvement est la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, partie de Marseille et qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes.

30 - Mucchielli, Le Goaziou 2006. L'analyse des émeutes de 2005 fait toutefois débat. Ainsi Gilles Kepel estime-t-il que l'on aurait sous-estimé la « teneur islamiste » des émeutes de 2005. Selon lui ce ne serait pas la mort des deux jeunes à Clichy-sous-bois qui aurait déclenché les vagues émeutières mais l'incendie de la mosquée Bilal. C'est donc l'Islam, déjà bien implanté, qui aurait été le moteur de la colère (Kepel 2016).

31 - Khosrokhavar 1997.

32 - Loi du 15 mars 2004.

33 - Loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.

les « *beurettes* » des années 1980, filles des premières générations d'immigrés, n'étaient pas voilées. « *C'était l'époque où on voulait ressembler aux Français, en fait on voulait passer inaperçus et ressembler à tout le monde*³⁴ », lit-on dans un témoignage.

C'est pourquoi le voile est si déconcertant – y compris pour des équipes éducatives – lorsqu'il signe une forme visible de rejet de l'occident. Et, ce faisant, lorsque le religieux rime de nouveau avec le politique. Dans les pays occidentaux – et particulièrement le nôtre –, le christianisme a eu un potentiel politique fort mais il s'est fondu dans la démocratie et les pratiques religieuses sont entrées dans le domaine de l'intime. Dans les années 1960 et 1970 en particulier – celles qui ont notamment vu prospérer la prévention spécialisée –, le christianisme a cessé d'être une force politique et la religion est devenue la chose individuelle par excellence³⁵. Voilà pourquoi le retour du religieux (musulman) est également déconcertant pour des éducateurs et des éducatrices dont la doctrine d'action s'inscrit dans un cadre laïc.

Faire communauté

Plus à distance de ces (grandes) questions politiques, certains professionnels pensent que l'islamisation des quartiers traduit le besoin des populations de se rassembler, notamment en leur sein les segments les plus vulnérables, dans un contexte d'incertitude face à l'avenir. Le groupe et ses rites renforcent le lien, soudent les gens et procurent de l'apaisement. Même si et pour peu que la communauté édicte des normes contraignantes et pose un cadre autoritaire, elle soulage aussi certains du poids de leur liberté, notamment des personnes sans ressources qui n'ont pas les moyens de devenir les pilotes de leur propre vie.

Dès lors ces adhésions ou ces affiliations

à un groupe ont leur utilité et ces communautés doivent être laissées en paix, charge aux populations qui n'en font pas partie (les non musulmans) de s'habituer à leur présence et de l'accepter – comme cela s'est fait dans d'autres pays. Et aux intervenants socio-éducatifs d'intégrer dans leur doctrine d'action et leurs pratiques ces nouvelles appartenances et logiques collectives – nous y reviendrons.

Mimétisme et révolte adolescentes

Fins connaisseurs de leurs publics et experts de la jeunesse, il n'a pas échappé aux professionnels de la prévention spécialisée que l'« *adhésion religieuse* », lorsqu'elle touche des mineurs, peut mettre en jeu des processus bien connus chez les adolescents et qu'ils ont déjà vus à l'œuvre dans d'autres contextes.

En l'occurrence il apparaît à certains que la religion est pour des jeunes le support d'une mise en scène de soi, surtout lorsqu'il est noté la rapidité de certains changements ou la précipitation de certaines « *conversions* », qui peuvent laisser dubitatif. Dans cette optique l'engouement apparent pour la religion est le fruit d'une influence directe des groupes de pairs ou des groupes les plus influents dans les quartiers, sans compter qu'elle peut aussi être un phénomène de mode. Lorsque des stars de foot ou des rappeurs *deviennent* musulmans et le font abondamment savoir (notamment sur les réseaux sociaux), des jeunes suivent le mouvement, les unes s'affichant avec un voile, les autres avec un *kamis* ou une *djellaba*. La mode vestimentaire musulmane est d'ailleurs devenue un vrai *business* depuis que des marques aussi prestigieuses ou aussi répandues que *Dolce et Gabbana*, *H&M* ou *Marks and Spencer* l'ont introduite dans leurs collections. En bref, l'on peut être *musulman(e)* et *tendance*... ce que

34 - Kherfi, Le Goaziou 2000.

35 - Gauchet 2017.

fustigent d'ailleurs certains acteurs religieux, navrés que des jeunes garçons ou des jeunes filles confondent la foi et l'apparat.

Mais ce dont au contraire peuvent s'amuser des éducateurs de prévention spécialisée... « *J'ai observé une sorte de mise en religion. Comme ils auraient pu faire autre chose. Pour moi c'était une mise en scène, je ne les ai jamais crus. Par exemple lors d'un séjour au ski, un garçon cherchait la direction de La Mecque pour prier. Je désigne la descente, il met son tapis dans le sens de la piste et il prie. Ils ne savent rien de la religion...* », rapporte un cadre de l'ADDAP¹³. « *Je me souviens d'une jeune fille en pleine crise d'adolescence qui portait des mini jupes et quinze jours après, un voile* », raconte un éducateur. Un autre se dit agacé par l'insistance portée à cette question car il pense que cela relève d'un engouement qui peut cesser aussi vite qu'il a commencé ou d'un comportement fantasque propre à l'adolescence : « *C'est un sujet qui me fatigue. Sur six jeunes filles que je suis, trois se sont voilées du jour au lendemain. C'est de la mode, une forme de provocation. L'une d'elles est revenue à la normale, elle a remis des lunettes de soleil (...). C'est volatile tout ça. Ça se voile puis ça ne se voile plus...* » Et l'une de ses collègues résume ses propos en une formule lapidaire : « *Tu vois des jeunes filles qui se voilent, puis qui ne se voilent plus. En fait c'est le voile 'décapotable'.* »

C'est pourquoi certains agissements apparemment religieux peuvent être lus comme des *postures* et ne pas inquiéter outre mesure. Ainsi des membres d'équipes éducatives ne partagent-ils pas l'émotion provoquée par l'attitude ou les propos de certains collégiens ou lycéens qui n'auraient pas respecté la minute de silence après les attentats de janvier 2015 ou après ceux de novembre 2015. Si des jeunes se sont fait remarquer – certains

d'entre eux ayant été signalés auprès des autorités par la suite –, le sentiment des équipes est que cela fut surtout de la provocation à l'égard des enseignants ou des adultes, laquelle ne masquait toutefois pas une empathie sincère pour les victimes – après les attentats de novembre plus particulièrement.

L'adhésion religieuse de la jeunesse peut encore être le fruit d'une révolte adolescente mi-politique, mi-romantique, que certains éducateurs ou éducatrices ont eux-mêmes connue quand ils furent jeunes, en prenant fait et cause par exemple pour les combattants d'Irlande du nord, les sandinistes du Nicaragua, les indépendantistes corses ou basques, les militants d'extrême-gauche, etc. Dès lors la ferveur religieuse de certains jeunes relèverait moins d'une radicalisation de l'islam que d'une « *islamisation de la radicalité* » – pour reprendre la formule d'Olivier Roy –, à l'heure où s'achèvent les antiques espérances sociales. D'aucuns relèvent d'ailleurs que des groupes extrémistes islamistes prospèrent sur le mécontentement d'anciens groupes terroristes et reprennent certaines de leurs méthodes dans la grammaire de leur combat³⁶. Ce romantisme peut toutefois devenir nihilisme lorsque les figures qui véhiculent la révolte des jeunes – Daech aujourd'hui, Oussama Ben Laden, Saddam Hussein ou Yasser Arafat hier – prônent la violence et le martyrisme. Les spécialistes de l'adolescence ont montré combien cette période de la vie peut nourrir une avidité d'idéaux qui peut être radicale pour peu que ces jeunes aient connu des troubles identitaires importants³⁷ ou pour peu qu'on ne les arrête pas. Dans ce cas quêter la pureté ou « *faire le djihad* » est un symptôme de la situation adolescente comme peut l'être le suicide, l'automutilation ou la fugue³⁸. Le danger n'est pas dans ce

36 - Liogier 2012.

37 - Benslama 2015.

38 - Gutton 2015.

mouvement, mais il apparaît quand le « *religieux inhérent à l'adolescence* » est capté par une religion, quand « *l'idéal devient l'idole*³⁹».

Foi, autonomie et liberté

Reste que, comme l'ont souligné des éducateurs et des éducatrices, l'adhésion religieuse peut aussi être lue comme un choix personnel, même si elle adopte des formes rigoristes ou radicales. Mais le fait qu'une quête religieuse puisse être un chemin de vie est une découverte déconcertante dans la mesure où, dans notre tradition philosophique et politique, l'autonomie passe par l'exercice de la raison qui s'est constituée contre la mainmise du religieux. *Le mouvement des Lumières* – que certains professionnels ont évoqué et dont nous sommes les héritiers – a situé la spécificité de l'homme dans sa capacité à se servir de son propre entendement, sans se plier à une direction de conscience extérieure. Aussi peut-il être désappointant d'observer que la pratique religieuse puisse être le produit... du libre exercice de son entendement.

Le travail social et le monde éducatif – bien qu'issus d'une longue préhistoire confessionnelle – ont en outre longtemps porté en héritage un anticléricalisme et une anti-religiosité affirmée, dans la lignée du crédo marxiste qui voyait la religion comme « *l'opium du peuple*⁴⁰». Et les professionnels de ces métiers sont aussi les héritiers des valeurs d'émancipation des années 1960 et 1970 (les mouvements antiautoritaires, les mouvements féministes, la libération sexuelle...), ce qui peut les prédisposer à une certaine défiance envers des jeunes qui aujourd'hui tourneraient le dos à ces valeurs. D'ailleurs il a plusieurs fois été relevé une incompréhension mutuelle entre les habitants des quartiers, anciens migrants ou descendants de migrants, et les sensibilités ou les formations

partisanes de gauche, celles-ci ne pardonnant pas à ceux-là de ne s'être pas politisés et *laïcisés* comme ils l'auraient souhaité⁴¹.

Il est encore possible d'avancer que les adhésions religieuses de certains jeunes, issus de familles musulmanes ou convertis à l'islam, signent aussi un rejet de l'autonomie. En clair la peur de l'émancipation ou le vertige de la liberté peut conduire certaines personnes vers des vies plus codifiées et même vers des systèmes idéologiques ou des organisations politiques plus autoritaires⁴² – comme cela s'est vu à d'autres époques. Dès lors les aspirations de ces jeunes semblent contraires aux avancées sociétales et peuvent même incarner des formes réprouvées de régression – comme en témoignent tous les débats sur la condition des femmes musulmanes⁴³.

Débats internes sur la laïcité

Toutefois, si durant des décennies les éducateurs étaient principalement issus de la mouvance laïque – ou d'un catholicisme de gauche laïcisé⁴⁴ – le recrutement s'est depuis plusieurs années diversifié et les équipes ont accueilli de jeunes professionnels dont la culture familiale ou personnelle ne s'origine pas dans cette tradition. En clair les équipes éducatives de l'ADDAP13 – mais cela est plus largement vrai dans le secteur socio-éducatif en général – comptent aujourd'hui dans leurs rangs des éducateurs et des éducatrices qui côtoient ou pratiquent l'islam – ou une autre religion – et qui, ce faisant, n'entendent pas que l'on interroge la montée du fait religieux (islamique) ou la prégnance du référent musulman parmi leurs publics sous l'unique angle de la dénonciation. Dès lors les débats relatifs à l'imprégnation religieuse des publics dans les territoires se déplacent à l'imprégnation religieuse au sein

39 - Gutton 2015, 47

40 - La formule employée par Marx dans un livre écrit en 1844 est quasiment passée dans le langage commun et elle est devenue un quasi slogan dans la tradition marxiste.

41 - Marlière 2016. Masclot 2003. Le Goaziou 2006.

42 - Atran 2017.

43 - Benslama, Khosrokhavar 2017.

44 - Peyre, Tétard 2006.

des équipes éducatives dans le cadre professionnel.

Ce n'est pas la pratique religieuse en tant que telle – la sienne ou celle de collègues – qui peut poser problème, mais cette pratique en tant qu'elle bouscule les lignes qui séparent la sphère privée de la sphère professionnelle, soit la liberté de conscience d'un côté et les contraintes du métier de l'autre. Et les situations observées sont de même nature et parfois très proches de celles qui concernent les publics : des demandes de temps de prière pendant la journée de travail, des prières communes entre des éducateurs et des jeunes, la pratique du jeûne alimentaire alors que l'on anime une activité sportive, des demandes de nourriture hallal durant certains séjours, la mise à distance de collègues ou de partenaires féminines de la part d'éducateurs de sexe masculin, etc.

Ces *irruptions du religieux* dans la sphère professionnelle sont diversement perçues au sein des équipes éducatives. Certains estiment que l'on ne peut transiger avec la neutralité de la posture professionnelle, ce qui implique de tenir à distance et de se tenir à distance de toute religiosité, quand d'autres sont plutôt enclins à trouver des accommodements raisonnables. Et la question est travaillée au sein des équipes afin que soient érigées des règles de bonne conduite pour que les *fondamentaux* du métier soient respectés.

Quoi qu'il en soit, pour les équipes de prévention spécialisée aujourd'hui – comme du reste pour un grand nombre d'acteurs socio-éducatifs – le cadre de l'intervention est dérangé lorsque la *laïcité d'évidence* dans laquelle le métier s'est ancré doit composer en interne (les collègues) comme en externe (les publics) avec le fait religieux.



TRAVAILLER AVEC LE FAIT RELIGIEUX EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

La diversité des observations – l'« islamisation » – et la diversité des diagnostics – ce dont elle est le nom – entraînent logiquement une diversité des stratégies d'action. Celles et ceux qui estiment que le fait religieux a un impact fort sur leurs publics estiment aussi généralement que leurs pratiques professionnelles en sont dès lors dérangées, voire menacées. Ce que n'approuvent pas celles et ceux qui considèrent que le fait religieux est un phénomène de faible portée qui n'appelle pas de pratiques éducatives particulières, hors celles qui sont déjà mises en œuvre dans l'action de prévention spécialisée usuelle et qu'il faut peut-être renforcer.

Entre ces deux positions, les échanges entre collègues et les colloques de chacun « avec soi-même » montrent que la question est loin d'être tranchée au sein des services et des équipes et qu'elle appelle pour gagner en maturation un travail réflexif collectif de plus longue haleine.

Où sont les jeunes ?

« J'ai peur de découvrir un jour qu'on n'aura plus de publics. J'ai peur que ces choses se fassent en douceur, de façon insidieuse et profonde en même temps. »

Des éducateurs ou des éducatrices – parmi les plus inquiets – ont le sentiment qu'un nombre croissant de jeunes se désistent de l'accompagnement de prévention spécialisée. Moins présents dans l'espace public et dans les espaces

de socialisation ordinaires, notamment les jeunes filles, ils seraient moins intéressés par les actions qui peuvent leur être proposées : pratiques sportives, activités de loisirs sur la base de plein air de l'association, animations de proximité, séjours, etc. Et ce faible intérêt serait le fruit de l'imprégnation du religieux dans leurs territoires d'intervention. *L'alliance éducative* – qui fonde l'action de prévention spécialisée – s'en trouverait dès lors abimée.

Le désistement ne prend pas la forme d'une opposition mais d'un retrait, comme si les jeunes n'avaient plus besoin des éducateurs ou parce que leurs convictions religieuses viendraient faire obstacle à la relation d'aide⁴⁵. Des professionnels notent ainsi que certains jeunes résistent à une mesure sociale, à un stage ou à des loisirs, voire à des soins, en bref au travail d'accompagnement alors qu'il est déjà si difficile d'apporter des solutions aux publics qui bénéficient de ce type d'aide. Les propos illustrent cet éloignement : « On ne croise plus certains jeunes », « On n'a plus le même rapport avec eux », « C'est plus difficile de leur parler », « Ils ont le sentiment qu'on ne les comprend plus », etc.

Cette défection peut être le fruit d'une contrainte lorsque le fait religieux – la culture ou le poids des traditions – s'impose à certains jeunes, notamment aux jeunes filles, comme le raconte cette éducatrice : « Je me souviens d'une jeune fille qui a quitté l'école après la 3^e, enfermée chez elle par son frère. Je n'ai plus pu la voir.

45 - Verba 2015.

Le frère ne voulait pas que je vienne. Il voulait bien venir au local par contre. J'ai dû mettre fin à l'accompagnement de la jeune fille, j'en étais empêchée. » Et certaines pratiques proches de l'embrigadement peuvent être brutales, notamment à l'égard des enfants. Une éducatrice raconte : « On sait qu'il y a des enfants qui se font frapper à l'école coranique. Il y en a qui sont entassés dans des appartements où on leur apprend le Coran... Je sais que l'un d'eux s'est fait battre parce qu'il ne voulait pas aller dans cette école. »

Mais elle peut aussi être le fruit d'une décision personnelle. Et des équipes se sentent dès lors *conurrencées* par le cadre religieux, plus rassurant que la relation éducative et proposant un chemin de vie plus apaisant que celui de l'autonomie qui enjoint d'être le pilote de sa propre vie. C'est pourquoi certains vivent ce phénomène comme une perte et un désaveu de leur métier, tandis que d'autres engagent la profession à rompre avec la polarisation individuelle pour intégrer les spécificités culturelles réaffirmées (parmi lesquelles la religion) de leurs publics.

Les aider ou les aimer ?

« Ils savent très bien y faire en manipulation. Ils proposent un cadre, reprennent des arguments des parents, du Coran et ils y mettent aussi beaucoup d'affectif : ils disent 'mon frère', etc. »

La force d'un croyant, c'est qu'il n'est pas seul. Il a des frères, des sœurs, une communauté, des rites et des dogmes. Le cadre religieux, surtout lorsqu'il est porté par des acteurs zélés, est de ce point de vue plus *performant* que le cadre de l'accompagnement socio-éducatif, déplorent certains professionnels. Sur des territoires, des éducateurs estiment que les acteurs religieux sont aujourd'hui plus nombreux qu'eux, qu'ils disposent

de plus de moyens et qu'ils sont très bien implantés. Et pour convaincre ou attirer les jeunes, ils peuvent employer les mêmes méthodes ou les mêmes techniques que celles des éducateurs : aller vers les publics, les rencontrer, créer du lien, ouvrir des chemins, etc. C'est pourquoi des professionnels hier *en place* dans des quartiers se sentent aujourd'hui fortement concurrencés et comme des intrus.

La religion n'offre pas seulement un cadre mais aussi des affects. Et entre eux les adeptes peuvent faire preuve de respect, de gentillesse, d'écoute et de considération. La dimension affective fait le lit et renforce les liens de la communauté. Bref, la religion propose de l'amour... tandis que la prévention spécialisée n'a pas pour ambition d'aimer ses publics, mais de les aider – pour reprendre le célèbre aphorisme de Fernand Deligny⁴⁶ – et l'on n'a jamais entendu un éducateur appeler un jeune « *mon frère* » en situation professionnelle. De l'adhésion communautaire à l'engagement possiblement violent il y a un monde, mais rappelons tout de même qu'il ressort des témoignages de jeunes attirés par des groupes comme Daech que ce type d'organisation faisait certes miroiter le djihad à ces filles ou à ces garçons, mais il leur garantissait aussi de trouver sinon l'âme sœur, en tout cas un mari ou une-des épouse(s)⁴⁷.

La question des affects dans l'accompagnement socio-éducatif est en réalité un sujet ancien – qui est ici relancé avec les thématiques de la radicalisation et du fait religieux – et la controverse n'est pas simple. Les professionnels sont-ils de simples techniciens de la relation éducative (avec leurs publics) dans laquelle ils occupent une place neutre et dénuée d'affects ? Ou bien au contraire les affects mobilisés de part et

46 - « Ce que nous voulons pour ces gosses, c'est leur apprendre à vivre, pas à mourir. Les aider, pas les aimer » (Deligny 1945, 20).

47 - Et dans le très controversé roman de Michel Houellebecq, *Soumission*, le héros et narrateur accepte finalement d'enseigner dans une faculté islamique (après l'élection d'un président musulman) lorsqu'il lui est proposé de très juteux émoluments et plusieurs épouses... (Houellebecq 2015).

d'autre, y compris par les professionnels, sont-ils le gage d'une relation éducative authentique ? Et dans ce cas, comment qualifier et comment penser cette relation qui n'est ni amoureuse ni amicale mais qui produit du lien et de l'attachement ? La littérature est nombreuse sur ce sujet, qui mériterait d'être d'autant plus (re) travaillé que les affects peuvent avoir un rôle très important dans la construction des intentionnalités qui sous-tendent des adhésions pouvant conduire à des comportements fanatiques ou à des actes violents. En matière de radicalisation, c'est en effet souvent moins la raison qui est mobilisée que les émotions et les désirs⁴⁸ – surtout lorsqu'elle touche des adolescents.

La régulation produite par le cadre religieux, enfin, semble efficace. Ainsi, comme vu précédemment, des acteurs religieux, des propagandistes de l'islam ou tout simplement des croyants s'en sortent-ils très bien avec certains jeunes *difficiles*, en aidant notamment des garçons ou des filles à sortir de la délinquance. Mais ce qui était considéré avec surprise et peut-être un peu de condescendance comme un fait rare dans les années 1980 peut être perçu comme une menace aujourd'hui, surtout lorsque les équipes de prévention ont le sentiment de ne pas parvenir aux mêmes résultats et d'être impuissantes.

Dès lors, s'alarment des professionnels, quelle(s) nouvelle(s) légitimité(s) les éducateurs ou les éducatrices de prévention spécialisée devront-ils acquérir pour continuer à travailler dans les territoires ? Faudra-t-il être un « *éducateur musulman* » pour accompagner des musulmans ? Seule une éducatrice pourra-t-elle accompagner des jeunes filles et seul un éducateur masculin des garçons ? Ce scénario maussade paraît (encore) très lointain aux

quelques professionnels qui l'ont évoqué, mais il n'est pas non plus une affabulation car ils voient se développer ces sortes de pratiques chez des partenaires. Un éducateur (non maghrébin) explique : « *C'est plus facile quand on est maghrébin. Je le vois quand je tourne tout seul sur le quartier et quand je tourne avec un animateur maghrébin. Ce n'est pas la même chose.* »

L'insertion... ou le débat sur les fins

« *Aujourd'hui il ne suffit plus de dire : fais des études et tu vas t'en sortir !* »

« *C'est plus dur aujourd'hui, il faut se battre pour leur trouver quelque chose. Même des stages pour les élèves de 3^e, c'est compliqué.* »

On le voit, la question du fait religieux interpelle celle des fins de la prévention spécialisée – plus largement de l'intervention socio-éducative – et relance notamment les débats sur l'insertion socioprofessionnelle, c'est-à-dire le fait de trouver une place dans la société de son temps. La question est la suivante : alors que les conditions objectives d'insertion sont aujourd'hui très incertaines pour des jeunes issus des quartiers populaires, demeure-t-elle à leurs yeux un horizon souhaitable ? Le constat de certains est sans appel : la *machine à intégrer* est incontestablement grippée et les projets d'insertion déjà mis à mal par la crise, la délinquance ou les errements des politiques trouvent le coup de grâce avec la montée du religieux. Le refuge dans des valeurs divines signe l'impuissance des efforts terrestres... et l'adhésion religieuse est inversement proportionnelle à la réussite de l'insertion.

Dans cette optique, le travail socio-éducatif présente une indéniable faiblesse par rapport au religieux car il ne propose pas d'utopie, de *grand récit* ou d'images fortes et il demeure silencieux

sur les valeurs ultimes ou sur les fins qui ordonnent une existence⁴⁹. En d'autres termes, la prévention spécialisée a des ambitions infiniment plus limitées que la promesse d'un paradis. « *Qu'est-ce qu'on dit aux jeunes ? Insère-toi. C'est froid et technique* », avance un éducateur.

Toutefois l'on peut aussi constater que beaucoup de grands récits sont loin de ne se cantonner qu'à l'épanchement des âmes, la promesse de biens immatériels ou des modes d'existence désincarnée. Et il a par exemple plusieurs fois été relevé que le rêve offert par des recruteurs ou des groupes islamistes à des jeunes pouvait très rapidement et concrètement se traduire en des contenus très simples : quitter sa famille, sa ville ou son pays, avoir une arme, faire la guerre, être promu parmi les combattants ou, plus prosaïquement, avoir une femme et gagner de l'argent. En d'autres termes, les allégeances à ce type d'organisation mêlent intimement le *céleste* et le *terrestre*.

C'est pourquoi certains professionnels préconisent de ne surtout pas perdre de vue l'objectif de l'insertion et, au contraire, de le réaffirmer comme fin dernière du travail d'accompagnement. « *Ils ne nous demandent pas qu'on les aide à pratiquer leur religion, mais qu'on les aide à trouver du travail* », tranche un éducateur. L'un de ses collègues renchérit : « *Je vais vous dire, quand les jeunes ont du boulot, ils pensent moins à la religion.* » Ce qui ne les empêche pas de percevoir les dangers d'une promesse alternative pour les publics les plus fragiles : « *Plus tu descends dans la précarité, plus tu es de la chair à canon pour ceux qui peuvent l'utiliser* », énonce un troisième.

Le tiers et le collectif

Moins se perdre dans la relation individuelle, (re)nouer avec l'exigence du commun, prendre acte des logiques collectives, pratiquer des interventions

communautaires, renforcer les opérations de développement social local, réanimer l'éducation populaire, repenser le pouvoir d'agir des habitants, etc., en d'autres termes réinvestir le terrain « *pour barrer la route aux religieux* », voilà ce que préconisent les éducateurs ou les éducatrices les plus offensifs. L'un d'eux affirme : « *Il faut qu'on y soit. Il faut remettre de la vie sociale, remettre de la démocratie. Sinon, ce seront les 'seigneurs' du trafic ou les 'seigneurs de la guerre' qui occuperont le terrain.* » Et l'un de ses collègues ajoute : « *Il ne faut pas laisser de vide autour de ceux qui ont des pouvoirs violents.* » Un dirigeant de l'association poursuit : « *L'islamisation, c'est le signe d'une profonde désespérance : quand tu n'as pas de logement, pas de travail, pas de place en politique... Il faut travailler sur les droits des jeunes, qu'ils puissent construire une parole pour devenir acteurs. On ne va pas travailler sur la radicalisation mais sur ce qu'elle signifie. Au fond, on retrouve le développement social local...* »

Et ce d'autant plus lorsqu'il est avancé que le *religieux* croît dans des territoires où les agents de la régulation ordinaire sont démunis ou absents. Le constat demanderait à être validé mais il apparaît à des professionnels que la situation de certains jeunes ou de certains habitants est d'autant plus problématique face à l'emprise de la communauté (religieuse) que les associations, les services publics ou les antennes administratives ont quitté certains territoires ou n'y ont jamais été présents.

Souvent ces professionnels en appellent aussi à un retour de l'Etat régulateur dans ces territoires désertés et dès lors livrés aux *leaders négatifs* – ceux du « *réseau* » ou ceux de la foi –, terreau fertile aux carrières délinquantes ou à toutes sortes de radicalités, y compris la radicalisation islamiste. Comme ils pensent nécessaire un renforcement de leur présence et du sens de leur action.

Et d'aucuns ont des pistes pour ce faire : pour toucher les jeunes que l'on voit moins dans la rue, intensifier les actions dans les établissements scolaires ; pour (re)créer du lien avec eux, se mouler dans les nouveaux modes de socialisation et investir Internet et les réseaux sociaux ; réfléchir à des accompagnements à distance ; investir davantage l'éducation primaire en travaillant au sein ou au cœur des familles ; ne (pas) plus fuir les acteurs religieux mais tenter des actions communes, etc. Et certains ont déjà commencé à mettre en œuvre de telles actions. Une éducatrice raconte : « J'étais sur un projet d'accompagnement scolaire piloté par un jeune homme du quartier qui était salafiste, mais non intégriste. J'ai pensé que ça pouvait être une bonne idée à condition d'y associer d'autres partenaires. Ma position a été mal comprise par les élus et les professionnels sociaux et éducatifs de la ville. On m'a dit : mais vous travaillez pour la radicalisation. J'ai répondu que si, nous, on n'était pas auprès de ces personnes, alors on ne pouvait rien voir et rien comprendre de la radicalisation. Je pense qu'il faut y aller mais en décroissant, en associant d'autres acteurs. On peut œuvrer ensemble. Ça ne me dérange pas qu'on ne me fasse pas la bise à condition qu'on ait des objectifs communs. »

Contredire et accompagner

« On accompagne bien des jeunes qui vont chez le médecin. Pourquoi ne pas accompagner un jeune placé en foyer lorsqu'il va à la mosquée le week-end ? »

Il est des éducateurs et des éducatrices qui semblent moins inquiets. Ils considèrent que le fait religieux – qui peut être si multiplement analysé – est une nouvelle donne de la réalité ou une nouvelle composante de la vie des publics, dont il faut prendre acte sans lui accorder trop d'importance. Et pour ce faire la *relation éducative* reprend tout son sens.

S'il faut faire preuve de vigilance, veiller à ce que l'adhésion religieuse soit lucide et consciente, qu'elle ne crée pas de ruptures et ne soit pas un obstacle à la socialisation – à l'instar d'autres sortes de *radicalités* ou d'*addictions* –, alors la parole et l'accompagnement sont des outils fondamentaux. Ainsi des professionnels viennent-ils *titiller* ou contredire des jeunes dont ils craignent qu'ils ne s'enferment dans le strict registre religieux. « Parfois c'est du grand n'importe quoi ce qu'ils racontent. Par exemple je me suis entendue dire que si on découpait un poulet de telle ou telle façon, alors il n'était pas halal... », se souvient une éducatrice. Et une cadre de l'association raconte : « Un jour, quand j'étais éducatrice, j'ai eu une discussion avec des jeunes sur l'homosexualité. J'en avais marre qu'ils critiquent tout le temps les homosexuels. Ça a été chaud, mais les jeunes ont fait cas de mes propos, aucun d'eux ne m'a empêchée d'aller jusqu'au bout de mon propos, même les jeunes qui avaient ce qu'on appellerait le profil le plus intégriste. »

La contradiction est portée comme on sait souvent le faire en prévention spécialisée, en opérant des déplacements souples afin de ne pas s'ériger en position d'expert ou tenir un discours autoritaire. Et non sans humour... Une cheffe de service raconte : « J'ai organisé des sorties avec des jeunes filles ou même avec des jeunes hommes musulmans et j'apportais du saucisson et du camembert. Pas pour les choquer mais pour montrer la différence... » Et l'une de ses collègues : « J'étais en camp et il y a eu une discussion avec des jeunes sur le halal. Je leur demandais : Dieu va refuser les portes du paradis à celui qui mange du saucisson ou bien à celui qui deale après le ramadan ? Des choses comme ça... Cela les questionnait. »

Cela n'empêche pas les équipes de devoir parfois poser des limites en adoptant une position plus ferme. Un cadre de l'ADDAP13 explique : « J'ai viré

des mecs qui voulaient faire leur prière dans une maison de quartier. Même si tu es en lien avec eux, tu peux te permettre de faire et de dire des choses, y compris dire non. »

En d'autres termes des éducateurs et des éducatrices tentent de faire entendre une autre voix – indépendamment de leurs convictions religieuses personnelles – afin de casser la boucle des représentations dans laquelle des jeunes tournent en rond. Des jeunes à l'appétence religieuse dont il est en outre souvent remarqué qu'ils ont en réalité une très faible connaissance de ce à quoi ils adhèrent, voire sont parfaitement ignorants de tout ce qui touche à la religion : « Ils ignorent complètement les textes religieux, constate un éducateur. Faut bien voir qu'ils ne comprennent pas grand-chose à ce qu'ils disent et à ce qu'ils lisent... quand ils lisent. »

Pour ces professionnels le curseur principal de leur action est celui de la mise en danger du jeune – et de ce point de vue le champ de leur action est bien celui de la protection de l'enfance (pour les publics mineurs). Tant que leur adhésion religieuse n'entrave pas leur épanouissement personnel et ne bloque pas leur (future) position sociale, elle n'est pas menaçante à leurs yeux. Si elle devient un problème pour le jeune – à l'école, en formation, au travail –, alors elle devient aussi un problème pour l'éducateur et la question doit être traitée. C'est ainsi qu'a procédé un éducateur : « J'ai suivi cette jeune fille pendant deux ans puis elle s'est voilée. J'ai beaucoup discuté avec elle sur le voile, sur l'image qu'elle renvoyait, sur ses craintes. Peu à peu elle a enlevé son voile. Ce n'était pas mon objectif initial mais j'ai constaté que le voile ne l'aidait pas à vivre et à se sentir bien. » Ainsi que l'un de ses collègues du même service : « Une jeune fille a été proposée pour un séjour au cours duquel elle pouvait valider son stage pratique pour le BAFA. Sauf qu'elle était voilée. Je l'ai reçue, elle était habillée en 'chauve-souris'. Alors je lui ai expliqué

que cette tenue n'allait pas être possible, pour des raisons de sécurité. Pratiquer des activités sportives avec le voile qu'elle avait, ce n'était pas possible. Je lui ai aussi rappelé le principe de laïcité de l'ADDAP13. La jeune fille a enlevé son voile, elle l'a échangé par un bandana et tout s'est très bien passé. »

Prévenir la radicalisation

Dans cette optique, l'engagement religieux et la radicalisation (dans sa forme non violente et non fanatique) sont des problématiques qui peuvent se diluer dans le travail effectué par la prévention spécialisée dans la mesure où celle-ci fait de la prévention globale et non sectorielle. Les professionnels de prévention spécialisée partent des spécificités de leurs publics, singulièrement de leurs difficultés quelles qu'elles soient, parmi lesquelles doit être incluse l'adhésion religieuse ou la radicalisation, le cas échéant et si elle mène les jeunes concernés vers des formes de marginalisation. Certains professionnels avancent en ce sens que la prévention spécialisée travaille déjà sur certaines conduites radicales adoptées par des jeunes – des faits déviants ou délinquants, des comportements à risques, des tentatives de suicide, des fugues... – et que l'adhésion religieuse rigoriste ou extrême peut être considérée comme une conduite de ce type.

Certains vont encore plus loin dans le parallèle puisqu'ils avancent que les réseaux des recruteurs islamiques ou djihadistes relèvent d'un phénomène similaire à celui des réseaux de deal – ce sur quoi il faudrait en réalité enquêter afin de disposer d'éléments permettant de nourrir cette proposition. C'est pourquoi selon eux la prévention spécialisée peut et doit traiter les phénomènes de radicalisation, comme l'explique un éducateur : « Pour faire de la prévention de la radicalisation, il faut continuer à faire ce que l'on fait, c'est de la prévention des ruptures. Le réseau, la radicalisation, c'est la

même chose. »

Pour ceux qui entendent l'adhésion religieuse, le resserriment communautaire ou la radicalisation comme un phénomène social plus que comme une problématique individuelle, il apparaît toutefois que ces thématiques doivent selon eux être prises en charge par les acteurs du droit commun, donc par la prévention spécialisée et ses partenaires. C'est pourquoi ils estiment que les équipes en place sur les territoires peuvent et doivent introduire ces (nouvelles) thématiques dans leur champ de compétences et la grammaire de leur action.



CONCLUSION

La thématique du fait religieux et de la radicalisation fut un sujet délicat et sensible pour bon nombre des membres de l'ADDAP13 que nous avons rencontrés. Et les dissonances dans les perceptions, les différences dans les points de vue, voire les oppositions dans les analyses ou dans les interprétations sont loin de ne s'être cantonnées qu'à un registre professionnel.

Les propos de nos interlocuteurs furent en effet ponctués de considérations personnelles, lors même qu'aucune de nos questions ne visait cet aspect. Quelques-uns ont spontanément évoqué leur foi en l'islam et leur approbation de certaines pratiques que d'aucuns parmi leurs collègues pouvaient qualifier de rigoristes ou de *radicales*. D'autres ont manifesté une empathie forte pour la *communauté musulmane* dont ils se sont sentis proches ou à laquelle ils ont estimé appartenir, tandis que certains de leurs collègues ont quant à eux narré des expériences intimes dans lesquelles ils ont été témoins ou victimes de propos ou de comportements menaçants ou *agressifs* au nom de l'islam, etc. En bref, au cours de cette mission, ces éducateurs, éducatrices ou cadres de l'ADDAP13 furent agités par des controverses dont les termes ne diffèrent point de celles qui ont animé les débats de nos concitoyens en 2015 et 2016, relativement à ces thématiques.

Le contexte, depuis, a changé. L'organisation islamiste Daech a subi de sérieux revers en Syrie et en Irak et il n'y a pas eu de nouvel attentat terroriste en France depuis plusieurs mois – mais néanmoins des assassinats et des tentatives d'attentats déjoués ainsi que des attentats très meurtriers dans d'autres pays, comme à Barcelone à l'été 2017. Notre pays est sorti de l'état d'urgence et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le nouveau gouvernement n'a pas encore inscrit cette question à l'ordre du jour de son agenda. Enfin et par conséquent la problématique de la radicalisation violente – et par extension la question du fait islamique, du resserrement communautaire ou de la laïcité – est moins omniprésente dans le débat public, qui s'est depuis tourné vers d'autres faits ou événements, supports à d'autres grandes manifestations réprobatrices ou à d'autres indignations collectives.

Le relâchement de la pression médiatique et politique sur la question de la radicalisation et du fait religieux ouvre une période qui selon nous doit être mise à profit, à l'ADDAP13 comme dans l'ensemble du secteur socio-éducatif, pour ouvrir des échanges informés et des débats collectifs sur ces thématiques au sein des services et des équipes. Et ce pour au moins trois raisons.

La première raison est que cette période peut être de courte durée si de nouveaux actes terroristes devaient toucher notre pays. En ce cas, la question de la radicalisation à nouveau agitera les esprits et la pression risquera d'être encore plus forte qu'elle ne le fut. Et à nouveau les professionnels de l'intervention éducative seront sollicités ou mobilisés, voire sommés de proposer des stratégies ou de trouver des solutions.

Et s'ils veulent faire entendre que leurs postures, leurs outils ou leurs pratiques sont efficaces pour *prévenir, traiter* ou *corriger* la radicalisation, alors ils devront pouvoir l'établir. Peut-être certains de ces professionnels estimeront-ils que la radicalisation n'est pas de leur ressort, qu'ils n'ont en la matière aucune ambition ou qu'ils ne souhaitent pas s'aventurer sur ce terrain-là ; dans tous les cas ils devront tout autant expliciter les motifs de leur retrait ou de leur défection.

La deuxième raison est que la thématique du fait religieux et de la radicalisation est venue (à nouveau) interroger les valeurs, les outils et les finalités de l'accompagnement socio-éducatif, et singulièrement ceux de la prévention spécialisée. Ce n'est pas la première fois que le métier est bousculé, il l'a été, sous des formes et pour des raisons différentes, lors de la professionnalisation des animateurs, lorsque des émeutes ont embrasé des quartiers dans les années 1980 et 1990, lorsqu'il s'est senti concurrencé par d'autres formes d'intervention comme la médiation sociale ou lorsqu'il a craint d'être instrumentalisé par certaines commandes publiques au nom de la lutte contre la délinquance, etc. Mais la question de la radicalisation, en particulier lorsqu'elle conduit à des comportements fanatiques ou à des actes violents, fait trembler les assises du métier car elle entame profondément l'alliance éducative. Et si le risque est peut-être, comme certains éducateurs l'ont évoqué, que les publics s'éloignent ou refusent l'aide qui leur est proposée, il peut aussi être que des professionnels se sentent menacés par leurs propres publics et renoncent à les accompagner.

La troisième raison est que les professionnels de l'action éducative sont aux premières loges des agissements de leurs publics et les témoins privilégiés des phénomènes ou des mouvements sociaux qui animent les territoires dans lesquels ils interviennent. C'est pourquoi il importe de prendre très au sérieux leurs constats, notamment ceux qui illustrent des mises en danger de leurs jeunes publics, par exemple, nous l'avons vu, l'emprise qui peut être exercée par certains adultes sur des enfants ou sur des adolescents ou la situation parfois dramatique faites aux jeunes filles ou aux femmes dans certaines villes ou dans certains quartiers.

La mission que nous avons réalisée montre que les équipes ont aujourd'hui un double besoin de formation et d'élaborations collectives. Si les professionnels de l'action socio-éducatif ont à l'avenir à se saisir des problématiques telles que la radicalisation ou le fait religieux, ils devront alors se doter de nouveaux outils de connaissance dont le manque laisse trop souvent certains d'entre eux démunis. Les propos recueillis dénotent un savoir trop partiel de certains faits historiques ou de certains champs disciplinaires : par exemple l'histoire des religions, l'histoire des colonisations, l'histoire de l'immigration, la question des violences politiques, la donne géopolitique, les recherches comparatives sur la radicalisation dans les pays européens ou à l'échelle internationale, le phénomène d'emprise sectaire, etc.

Ces nouvelles ressources permettront aux éducateurs et aux éducatrices d'affermir leurs observations et de leur donner du sens afin qu'ils s'approprient davantage la réalité à laquelle ils sont confrontés. S'approprier ne signifie pas posséder, mais comprendre et proposer. Ces ressources formeront aussi le support des nécessaires élaborations collectives pour que les équipes créent des éléments professionnels communs sur des sujets qu'ils abordent aujourd'hui de façon trop individuelle et trop dispersée.

Ainsi des chantiers réflexifs et pratiques pourront-ils s'ouvrir – pour la plupart déjà

anciens, la thématique de la radicalisation et du fait religieux les ayant seulement réactivés. Comment penser et quelle place faire aux logiques collectives qui animent les communautés d'habitants dans les territoires ? Quel poids ces communautés ont-elles les unes par rapport aux autres ? Comment qualifier le lien qui s'établit dans la relation éducative et quelle place les émotions et les affects y prennent-ils ? Qu'en est-il des nouvelles modalités de socialisation et des nouveaux vecteurs de communication et d'apprentissage des jeunes ? Quid de l'objectif de l'autonomie et du pilotage de soi lorsque des publics semblent volontairement renoncer à des pans entiers de leur propre liberté ? Etc.

Le besoin de réfléchir à l'avenir est aussi et surtout un besoin de réfléchir ensemble, afin que les séparations que les professionnels ont senti à l'œuvre dans notre société aujourd'hui n'affectent point aussi leurs métiers. Comme à différentes reprises par le passé et pour d'autres problématiques, la question de la radicalisation et du fait religieux représente pour les équipes éducatives de prévention spécialisée un défi et une opportunité. A l'issue de cette mission, nous avons longuement établi les composantes et les enjeux de ce défi – et les craintes qui lui sont liées. Mais nous avons aussi établi combien ces équipes ont sans nul doute la force de proposer une lecture et des stratégies d'action de ces phénomènes apparemment si effrayants, pour peu qu'elles veuillent bien s'en saisir.

Annexe 1. Bibliographie

LIVRES

- Amara F., *Ni putes ni soumises*, La Découverte, 2003.
- Amrani Y., Beaud S., *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*, La Découverte, 2004.
- Benbassa E. (dir.), *Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations*, Larousse, 2010.
- Benslama F., *L'idéal et la cruauté*, Nouvelles éditions lignes, 2015.
- Bertho A., *Les enfants du chaos*, La Découverte, 2016.
- Bouzar D., *L'islam des banlieues*, La Découverte, 2001.
- Bruckner P., *Le sanglot de l'homme blanc*, Seuil, 1983.
- Debray R., *Allons aux faits. Croyances historiques, réalités religieuses*, Gallimard-France Culture, 2016.
- Deligny, F., *Graine de crapule*, Editions du scarabée, 1945.
- Delorme C., *Les banlieues de Dieu*, Albin Michel, 1998.
- Fourest C., *Eloge du blasphème*, Grasset, 2015.
- Gutton Ph., *Adolescence et djihadisme*, L'Esprit du temps, 2015.
- Houellebecq M., *Soumission*, Flammarion, 2015.
- Kaltenbach J.-H, Tribalat M., *La République et l'Islam*, Gallimard, 2002.
- Kepel G., *La fracture*, Gallimard, 2016.
- Kherfi Y., Le Goaziou V., *Repris de justesse*, Syros, 2000.
- Khosrokhavar F., *L'islam des jeunes*, Flammarion, 1997.
- Le Goaziou V., « La classe politique française et les émeutes », in Mucchielli L., Le Goaziou V. (dir.), *Quand les banlieues brûlent*, La Découverte, 2006, pp.31-52.
- Liogier R., *Le mythe de l'islamisation*, Seuil, 2012.
- Masclat O., *La gauche et les cités*, La Dispute, 2003.
- Mucchielli L., Le Goaziou V., *Quand les banlieues brûlent*, La Découverte, 2006.
- Open society Foundations, *Les Marseillais musulmans*, 2011.
- Peyre V., Tétard F., *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*, La Découverte, 2006.
- Ravet B., *Principal de collège ou imam de la République*, Kero, 2017.
- Ternisien X., *La France des mosquées*, Albin Michel, 2002.
- Todd E., *Sociologie d'une crise religieuse*, Seuil, 2016.
- Weil P., *La France et ses étrangers*, Gallimard, 1991.

ARTICLES / REPORTAGES

- Atran S., « Barcelone-Charlottesville : la crise des cultures », *Libération*, 23.8.2017.
- Benslama F., Khosrokhavar F., « La violence exercée par les femmes djihadistes est d'abord tournée contre elles-mêmes », *Libération*, 13.9.2017.
- Crettiez X., « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol 66, n°5, 2016.
- Gauchet M., « Qu'est-il arrivé à nos démocraties ? », *L'Obs* n°2725, 26.1.2017.
- Mamère N., « Ils sont devenus fous », Le blog de Noël Mamère, *Mediapart*, 30 août 2016.
- Marlière Ph., « La gauche de l'entre soi et le burkini », Le blog de Philippe Marlière, *Mediapart*, 26 août 2016.
- Smolar P. « Les RG constatent un phénomène de repli communautaire dans la moitié des quartiers sensibles surveillés », *Le Monde*, 5 juillet 2004.
- Verba D., « Travail social, faits religieux et radicalisations », *Actualités Sociales Hebdomadaires*, n°2935, 27.11.2015.

RAPPORTS

- Conseil technique de la prévention spécialisée (CTPS), « La prévention spécialisée à l'heure de la diversité culturelle : état des lieux, questionnements, initiatives, projets innovants en matière de développement social communautaire », septembre 2009.
- Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée (CNLAPS), « Les acteurs de la prévention spécialisée face à la radicalisation des jeunes », 17 janvier 2017.

Annexe 2. Entretiens réalisés (professionnels du Groupe addap13)

21 entretiens individuels :

- le directeur général adjoint (DGA) Prévention spécialisée ADDAP13 et le directeur de l'association médiations et cohésion sociale;
- 6 directeurs ou directrices de services de prévention spécialisée ;
- 7 chefs ou cheffes de services de prévention spécialisée ;
- 6 éducateurs ou éducatrices de prévention spécialisée (Etang de Berre, Pays d'Arles, Service Centre).

8 entretiens collectifs :

- 3 éducateurs ou éducatrices du Service Centre (prévention spécialisée) ;
- 3 éducateurs ou éducatrices du Service Sud (prévention spécialisée) ;
- un groupe d'environ 25 éducateurs ou éducatrices de prévention spécialisée du Service 13/14 (avec quelques médiateurs ou médiatrices);
- 1 éducatrice de prévention spécialisée et 1 médiateur du Service Etang de Berre (Miramas) ;
- 3 éducateurs ou éducatrices de prévention spécialisée et 2 médiatrices du Service Etang de Berre;
- un deuxième groupe de 4 éducateurs ou éducatrices et 1 éducatrice stagiaire de prévention spécialisée du Service Etang de Berre;
- 6 éducateurs ou éducatrices et le directeur du Service 15/16 (prévention spécialisée) ;
- un deuxième groupe de 5 éducateurs ou éducatrices et le directeur du Service 15/16 (prévention spécialisée).

Véronique Le Goaziou est sociologue, chercheuse associée au Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES-CNRS). Elle travaille depuis plusieurs années sur les questions de délinquance et de violence et a publié plusieurs articles et livres sur ce sujet.

Recherches et pratiques pour le Groupe addap13 est une publication du Groupe association départementale pour le développement des actions de prévention 13 - (Le Nautile, 15, Chemin des Jonquilles – 13013 Marseille)
Directeur de la publication : Yves Grogno - Responsable de la publication : Geneviève Casanova - Direction artistique et maquette : MPDP Groupe
N° 1 - 2018
ISBN – en cours d’attribution / ISSN – en cours d’attribution / Dépôt légal en cours
Les opinions et jugements émis dans cette publication à fréquence de parution variable n’engagent que leurs auteurs.

